

Avis de consultation

Projet de modification modifiant la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus*

Projet de modification de l'Instruction complémentaire relative à la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus*

Projet de modification modifiant la Norme canadienne 44-101 sur le *placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié*

Projet de modification de l'Instruction complémentaire relative à la Norme canadienne 44-101 sur le *placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié*

Projet de modification modifiant la Norme canadienne 44-102 sur le *placement de titres au moyen d'un prospectus préalable*

Projet de modification de l'Instruction complémentaire relative à la Norme canadienne 44-102 sur le *placement de titres au moyen d'un prospectus préalable*

Projet de modification modifiant la Norme canadienne 81-101 sur le *régime de prospectus des organismes de placement collectif*

Projets de modifications corrélatives

Le 15 juillet 2011

Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous ») publient en vue d'une période de consultation de 90 jours des projets de modifications des textes suivants :

- la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus* (la « Norme canadienne 41-101 »);
- l'Instruction complémentaire relative à la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus* (l'« Instruction complémentaire 41-101 »);
- la Norme canadienne 44-101 sur le *placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié* (la « Norme canadienne 44-101 »);

- l’Instruction complémentaire relative à la Norme canadienne 44-101 sur le *placement de titres au moyen d’un prospectus simplifié* (l’« Instruction complémentaire 44-101 »);
- la Norme canadienne 44-102 sur le *placement de titres au moyen d’un prospectus préalable* (la « Norme canadienne 44-102 »);
- l’Instruction complémentaire relative à la Norme canadienne 44-102 sur le *placement de titres au moyen d’un prospectus préalable* (l’« Instruction complémentaire 44-102 »);
- la Norme canadienne 81-101 sur le *régime de prospectus des organismes de placement collectif* (la « Norme canadienne 81-101 »).

Nous publions également des projets de modifications corrélatives des textes suivants :

- la Norme canadienne 52-107 sur les *principes comptables et normes d’audit acceptables* (la « Norme canadienne 52-107 »);
- l’Instruction complémentaire relative à la Norme canadienne 52-107 sur les *principes comptables et normes d’audit acceptables* (l’« Instruction complémentaire 52-107 »);
- la Norme canadienne 51-102 sur les *obligations d’information continue* (la « Norme canadienne 51-102 »);
- la Norme canadienne 13-101 sur le *système électronique de données, d’analyse et de recherche (SEDAR)* (la « Norme canadienne 13-101 »).

Dans les indications données ci-dessus, les mentions des règles s’étendent à leurs annexes.

Les projets de modification de la Norme canadienne 41-101, de l’Instruction complémentaire 41-101, de la Norme canadienne 44-101, de l’Instruction complémentaire 44-101, de la Norme canadienne 44-102, de l’Instruction complémentaire 44-102 et de la Norme canadienne 81-101 sont désignés ensemble dans le présent avis comme les « projets de modifications ».

Texte des projets de modifications

Le texte des projets de modifications est publié avec le présent avis.

Nous invitons les personnes intéressées à présenter des commentaires sur les projets de modifications.

Contexte

La Norme canadienne 41-101 établit un ensemble détaillé de règles relatives au prospectus à l'intention des émetteurs. La Norme canadienne 44-101 établit les règles applicables au prospectus simplifié. La Norme canadienne 44-102 établit les règles relatives au placement de titres au moyen du prospectus préalable. La Norme canadienne 81-101 établit les règles applicables au prospectus simplifié, à la notice annuelle et à l'aperçu du fonds de l'OPC. La Norme canadienne 41-101, la Norme canadienne 44-101, la Norme canadienne 44-102 et la Norme canadienne 81-101 sont désignées ensemble comme les « règles relatives au prospectus ».

Objet des projets de modifications

Les projets de modifications ont pour objet fondamental de modifier les règles relatives au prospectus et les instructions complémentaires connexes en vue d'apporter des correctifs aux problèmes qu'ont rencontrés les utilisateurs et les ACVM dans l'application de ces règles depuis la mise en vigueur de la règle prévoyant les obligations de prospectus générales, la Norme canadienne 41-101, le 17 mars 2008. Dans le cadre d'un processus instauré après la mise en vigueur de la Norme canadienne 41-101, les ACVM ont effectué le suivi des problèmes qui se sont posés dans l'application de la Norme canadienne 41-101 et des autres règles relatives au prospectus et ont élaboré des modifications pour les corriger.

Les projets de modifications des règles relatives au prospectus ont pour objet :

- d'éclaircir certaines dispositions des règles relatives au prospectus;
- de corriger les lacunes importantes repérées dans les règles relatives au prospectus;
- de modifier certaines dispositions dans les règles relatives au prospectus pour en augmenter l'efficacité;
- de supprimer ou de simplifier certaines dispositions des règles relatives au prospectus qui sont lourdes pour les émetteurs et d'une utilité limitée pour les investisseurs ou les porteurs de titres;
- de codifier des dispenses de prospectus qui ont été accordées dans le passé.

Résumé des principaux projets de modifications

La présente section décrit les principaux projets de modifications. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive de toutes les modifications.

Certains de ces projets de modifications s'appliquent à tous les émetteurs autres que les fonds d'investissement; elles sont exposées dans la partie I, alinéas *a* à *k*. Les autres projets de modifications s'appliquent expressément aux fonds d'investissement; elles sont exposées dans la partie II, alinéas *l* à *s*.

Partie I – Principaux projets de modifications généralement applicables aux émetteurs

a) Absence de montant minimum pour le placement

À l'occasion de l'examen des prospectus, les ACVM ont défini des préoccupations à l'égard de certains placements pour compte ne comportant pas de montant minimum effectués par des émetteurs :

- qui ont des dépenses inévitables à court terme significatives ou des engagements de capital ou contractuels à court terme significatifs;
- qui ne semblent pas avoir d'autres ressources facilement accessibles pour y faire face.

Si l'émetteur a la faculté de ne pas indiquer de montant minimum du placement, les ACVM ont estimé qu'il faut alors fournir un supplément d'information. Les ACVM proposent donc de renforcer les règles sur l'information que l'émetteur doit fournir sur l'emploi du produit, comme il est prévu dans les projets de paragraphes 3 et 4 de la rubrique 6.3 de l'Annexe 41-101A1, *Information à fournir dans le prospectus* (l'« Annexe 41-101A1 ») et dans les projets de paragraphes 3 et 4 de la rubrique 4.2 de l'Annexe 44-101A1, *Prospectus simplifié* (l'« Annexe 44-101A1 ») équivalents. Toutefois, les autorités en valeurs mobilières pourront encore exiger de l'émetteur qu'il fournisse un montant minimum du placement dans certaines circonstances, selon la gravité de sa situation financière, d'après les résultats de leur examen et en application des dispositions de la législation en valeurs mobilières prévoyant le refus du visa. Cela est précisé dans un projet de modification de l'article 2.2.1 de l'Instruction complémentaire 41-101.

b) Modifications relatives au formulaire de renseignements personnels

Pour aider les autorités en valeurs mobilières à déterminer si les administrateurs et les membres de la haute direction de l'émetteur qui dépose un prospectus possèdent les qualités requises, les ACVM ont introduit un formulaire de renseignements personnels détaillé à leur intention en 2008. Depuis lors, nous avons relevé un certain nombre de problèmes en ce qui concerne l'obligation de dépôt de ce formulaire. Par exemple, selon les

règles actuelles, l'émetteur n'est pas obligé de présenter un nouveau formulaire à l'égard d'une personne physique même s'il s'est écoulé un certain nombre d'années depuis le dépôt du formulaire antérieur, ni de confirmer que le formulaire antérieur est encore exact. De plus, nous n'avons pas la possibilité d'accepter le formulaire qu'un autre émetteur peut avoir déposé à l'égard de la même personne.

Les ACVM proposent donc les modifications suivantes touchant le formulaire de renseignements personnels :

1. Nous proposons de définir l'expression « formulaire de renseignements personnels » dans la Norme canadienne 41-101 de manière à y inclure expressément le formulaire de renseignements personnels de la Bourse de Toronto ou de la Bourse de croissance TSX, pour autant qu'un formulaire Attestation et consentement établi conformément à la Norme canadienne 41-101 y soit annexé et que les renseignements personnels qui y sont fournis soient toujours exacts au moment où la personne le signe.

2. Nous proposons que l'émetteur soit tenu de déposer un formulaire de renseignements personnels auprès de l'autorité en valeurs mobilières à l'égard d'une personne physique (c'est-à-dire un administrateur, un membre de la haute direction, etc., ainsi qu'il est prévu au sous-alinéa *ii* de l'alinéa *b* de l'article 9.1 de la Norme canadienne 41-101) au moment du dépôt de chaque prospectus.

3. Nous proposons de dispenser l'émetteur de l'obligation visée au paragraphe 2 ci-dessus si, au moment du dépôt du prospectus, les trois conditions suivantes sont réunies :

a) un émetteur a déposé un formulaire de renseignements personnels auprès de l'autorité en valeurs mobilières à l'égard de la personne en cause dans les trois dernières années;

b) les réponses de la personne en cause à certaines questions clés de son formulaire (les questions 4(b) et (c) et 6 à 9 du formulaire actuel et les questions 6 à 10 du projet de formulaire modifié) n'ont pas changé;

c) l'émetteur dépose une attestation indiquant le formulaire de renseignements personnels antérieur (soit en le joignant à l'attestation, soit en fournissant certains renseignements) et confirmant l'exactitude des renseignements selon ce qui est prévu à l'alinéa *b* ci-dessus.

4. Nous proposons d'apporter des modifications mineures au formulaire de renseignements personnels pour supprimer certaines questions personnelles n'ayant qu'une utilité limitée et pour le conformer aux formulaires de la Bourse de Toronto et de la Bourse de croissance TSX.

c) Droit de résolution contractuel

Les ACVM ont des préoccupations en matière de protection des investisseurs dans les situations où un titre convertible, échangeable ou exerçable est placé au moyen d'un prospectus et où la conversion, l'échange ou l'exercice se fait sous le régime d'une dispense de prospectus dans un court délai après la souscription du titre en question. Selon la législation en valeurs mobilières de la plupart des provinces, le souscripteur n'a pas de droit de résolution à l'égard du titre sous-jacent.

Pour cette raison, les ACVM proposent de modifier les indications données à l'article 2.9 de l'Instruction complémentaire 41-101 pour préciser que, dans certains cas, l'émetteur devrait accorder au souscripteur un droit contractuel de résolution à l'égard de l'émission du titre sous-jacent lorsque la conversion, l'échange ou l'exercice pourrait survenir dans un court délai (généralement 180 jours ou moins) après la souscription du titre.

d) Interaction des rubriques 32 et 35 de l'Annexe 41-101A1 : les acquisitions significatives qui constituent l'acquisition d'une activité principale ou d'une entité absorbée

Une acquisition significative projetée ou réalisée par un émetteur qui dépose un prospectus établi conformément à l'Annexe 41-101A1 peut aussi constituer l'acquisition d'une activité principale pour l'émetteur ou d'une entité absorbée par lui. Par exemple, c'est généralement le cas lorsque la significativité de l'acquisition pour l'émetteur excède 100 %. Dans ces circonstances, l'émetteur doit inclure des états financiers dans le prospectus conformément à la rubrique 32 de l'Annexe 41-101A1 (par application de la rubrique 32.1 de l'Annexe 41-101A1), plutôt que conformément à la rubrique 35 de l'Annexe 41-101A1.

Toutefois, l'interaction des rubriques 32 et 35 de l'Annexe 41-101A1, dispositions toutes deux susceptibles de s'appliquer à une acquisition significative par un émetteur, ont créé de la confusion chez certains utilisateurs, particulièrement dans le cas d'émetteurs assujettis.

Nous avons donc établi clairement, tant à la rubrique 32 qu'à la rubrique 35 de l'Annexe 41-101A1, que l'émetteur non assujetti ou l'émetteur assujetti qui est une coquille qui a réalisé une acquisition significative constituant l'acquisition d'une activité principale pour l'émetteur ou d'une entité absorbée par lui est tenu de présenter les états financiers conformément à la rubrique 32, plutôt que conformément à la rubrique 35. L'introduction de cette disposition d'éclaircissement concernant le dépôt ultérieur d'un prospectus par l'émetteur assujetti qui est une coquille ne constitue pas une nouvelle obligation substantielle, car cet émetteur aurait généralement déjà eu à déclarer l'acquisition significative dans une circulaire de sollicitation de procurations déposée antérieurement qui contiendrait l'information à fournir sur l'acquisition dans le prospectus selon la rubrique 32.

Les projets de modifications précisent également les circonstances dans lesquelles un émetteur doit présenter des états financiers pro forma s'il a fait une acquisition qui constitue l'acquisition d'une activité principale pour l'émetteur ou d'une entité absorbée par lui.

Selon la nouvelle rubrique 32.7 de l'Annexe 41-101A1, nous n'exigerons les états financiers pro forma tenant compte de l'effet d'une acquisition projetée ou réalisée par un émetteur d'une activité principale ou d'une entité absorbée que s'ils sont nécessaires pour que le prospectus révèle de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif aux titres faisant l'objet du placement.

e) Dispense de l'intégration par renvoi des rapports ou avis présentés dans une circulaire de sollicitation de procurations

Les ACVM proposent de codifier une dispense que nous avons accordée à des émetteurs pour leur permettre d'exclure de leur prospectus des rapports ou des avis d'experts qui y sont intégrés par renvoi indirectement du fait de l'intégration par renvoi d'une circulaire établie en vue d'une assemblée extraordinaire. Ces circulaires se rapportent généralement à une opération de restructuration de l'émetteur ou à une autre question extraordinaire le concernant à propos de laquelle l'émetteur ou son conseil d'administration a engagé un expert pour lui fournir un avis se rapportant expressément à la question qui sera étudiée à l'assemblée extraordinaire des porteurs.

Par exemple, le conseil peut engager une personne pour lui fournir une attestation d'équité qui l'aide à décider s'il doit recommander aux porteurs de l'émetteur d'approuver l'opération projetée. De même, l'émetteur peut inclure dans la circulaire de sollicitation de procurations une opinion fiscale se rapportant spécifiquement à l'opération projetée. Étant donné les limitations de la mission de l'expert, les ACVM ont estimé que, dans certains cas, il n'est pas nécessaire d'intégrer par renvoi ces types de rapports ou d'avis de portée spécifique. Cette dispense est prévue au nouveau paragraphe 3 de la rubrique 11.1 de l'Annexe 44-101A1.

f) Information concernant les ventes ou placements antérieurs, le cours et le volume des opérations

Les ACVM proposent d'apporter les modifications suivantes à l'information qui doit être donnée dans le prospectus au sujet des ventes ou placements antérieurs, ainsi que du cours et du volume des opérations, conformément à la rubrique 13 de l'Annexe 41-101A1 et à la rubrique 7A de l'Annexe 44-101A1 :

- préciser que l'émetteur qui place une série de titres d'emprunt au moyen du prospectus doit fournir l'information concernant les ventes ou placements antérieurs, ainsi que le cours et le volume des opérations à l'égard des titres de cette série;

- restreindre la portée de l'information concernant les ventes ou placements antérieurs, ainsi que le cours et le volume des opérations de manière qu'elle ne s'applique qu'à la catégorie ou série de titres placés au moyen du prospectus, car il s'agit de l'information la plus pertinente pour l'investisseur qui souscrit les titres.

g) Acceptation de compétence et désignation de mandataire aux fins de signification par le non-émetteur

Nous proposons de modifier l'obligation pour le non-émetteur de déposer une acceptation de compétence et désignation de mandataire aux fins de signification prévue au sous-alinéa *vii* de l'alinéa *a* de l'article 9.2 de la Norme canadienne 41-101, à l'Annexe C de la Norme canadienne 41-101 et au sous-alinéa *vi* de l'alinéa *a* de l'article 4.2 de la Norme canadienne 44-101. Selon la règle actuelle prévue au sous-alinéa *vii* de l'alinéa *a* de l'article 9.2 de la Norme canadienne 41-101, la personne qui réside à l'extérieur du Canada et qui est tenue de fournir une attestation doit accepter notre compétence et désigner un mandataire au Canada.

Nous proposons d'étendre l'obligation actuelle à tous les administrateurs étrangers de l'émetteur, étant donné que tous les administrateurs sont responsables, dans notre régime de sanctions civiles, des informations fausses ou trompeuses contenues dans le prospectus. Les projets de modifications visent le sous-alinéa *vii* de l'alinéa *a* de l'article 9.2 de la Norme canadienne 41-101 et le sous-alinéa *vi* de l'alinéa *a* de l'article 4.2 de la Norme canadienne 44-101.

Nous proposons également des modifications pour préciser l'information à fournir sur l'exécution des jugements à l'encontre des personnes étrangères à la rubrique 1.12 de l'Annexe 41-101A1 et à la rubrique 1.11 de l'Annexe 44-101A1.

Extension possible de l'obligation de dépôt aux experts étrangers

Le personnel des ACVM envisage également, dans le cadre des projets de modifications, d'étendre l'obligation de déposer l'acceptation de compétence et la désignation de mandataire aux fins de signification par le non-émetteur à tous les experts étrangers (par exemple les « personnes qualifiées » et les auditeurs) ayant consenti à l'inclusion, dans un prospectus, d'information tirée d'un rapport, d'une opinion ou d'une déclaration dont ils sont l'auteur. Dans notre régime de sanctions civiles, ces experts sont responsables des informations fausses ou trompeuses contenues dans le prospectus et extraites de leurs rapports, opinions ou déclarations.

Pour effectuer éventuellement cette modification, il s'agirait de modifier le sous-alinéa *vii* de l'alinéa *a* de l'article 9.2 de la Norme canadienne 41-101 pour y inclure « chaque personne tenue de déposer le consentement prévu à l'article 10.1 » et la rubrique 1.12 pour étendre son application à la « personne tenue de déposer le consentement prévu à l'article 10.1 de la règle ». Des modifications correspondantes seraient également apportées à la Norme canadienne 44-101 et à son Annexe 44-101A1.

Nous souhaitons recueillir les avis sur cette modification éventuelle. On trouvera dans la section « Consultation » du présent avis nos questions sur l'extension possible de l'obligation de déposer l'acceptation de compétence et la désignation de mandataire aux fins de signification par le non-émetteur à tous les experts étrangers. Après l'examen des commentaires du public, le personnel des ACVM pourrait décider de procéder à cette modification dans le cadre des projets de modifications.

***h)* Émetteur absorbant**

Sur le fondement de nos examens de prospectus, nous avons reconsidéré les critères d'admission de l'émetteur absorbant au régime du prospectus simplifié. Dans les projets de modifications, nous avons modifié le terme défini (c'était auparavant l'« émetteur issu d'une opération de restructuration ») et la définition donnée pour apporter des éclaircissements :

- dans les situations où l'émetteur absorbant a acquis une entreprise d'une entité absorbée qui représentait moins que la totalité des activités de l'entité absorbée, nous avons précisé qu'il est nécessaire, pour qu'un émetteur soit considéré comme un émetteur absorbant, qu'il ait acquis la quasi-totalité de l'entreprise ayant fait l'objet du dessaisissement par l'entité absorbée. Cette modification vise à faire en sorte qu'un émetteur ne soit considéré comme un émetteur absorbant (ce qui le rendrait admissible au régime du prospectus simplifié malgré le fait qu'il ne soit émetteur assujéti que depuis une date assez récente) que si les états financiers historiques de l'entité absorbée constituent un substitut exact et pertinent de ses états financiers comme émetteur absorbant;
- nous avons établi clairement que l'émetteur absorbant peut comprendre une société acquise par prise de contrôle inversée, c'est-à-dire qu'un émetteur peut s'absorber lui-même.

Nous avons également étendu l'application de l'article 2.7 de la Norme canadienne 44-101 pour permettre à une société de capital de démarrage inscrite à la cote de la Bourse de croissance TSX d'être considérée comme admissible au régime du prospectus simplifié en vertu de cette disposition s'il s'agit d'un émetteur absorbant qui a déposé une déclaration de changement à l'inscription à l'occasion d'une prise de contrôle inversée ou d'une opération admissible.

***i)* Dispense permettant de présenter le compte de résultat opérationnel dans le cas d'acquisitions d'une activité principale concernant le pétrole et le gaz**

Nous proposons d'étendre la dispense ouverte aux émetteurs exerçant des activités pétrolières ou gazières qui réalisent des acquisitions qui seraient considérées comme l'acquisition d'une activité principale ou d'une entité absorbée pour leur permettre de présenter le compte de résultat opérationnel (au lieu des états financiers) relativement à

l'acquisition. La dispense proposée se trouve dans la nouvelle rubrique 32.9 de l'Annexe 41-101A1.

Sur la fondement de demandes de dispense antérieures que nous avons accueillies, nous avons également élaboré une disposition dispensant l'émetteur exerçant des activités pétrolières et gazières de l'obligation de fournir un compte de résultat opérationnel audité pour le troisième exercice le plus récent si une évaluation des réserves indépendante récente (conformément à l'Annexe 51-101A1, *Relevé des données relatives aux réserves et autre information concernant le pétrole et le gaz*, à l'Annexe 51-101A2, *Rapport sur les données relatives aux réserves de l'évaluateur ou du vérificateur de réserves qualifié indépendant* et à l'Annexe 51-101A3, *Rapport de la direction et du conseil d'administration sur l'information concernant le pétrole et le gaz*) a été établie (et incluse dans le prospectus) qui porte une date d'effet remontant à six mois au plus avant la date du visa du prospectus provisoire.

j) Dispense relative à l'avis d'intention

À l'heure actuelle, l'émetteur qui veut se prévaloir pour la première fois du régime du prospectus simplifié doit déposer un avis de son intention de devenir admissible au régime du prospectus simplifié au moins 10 jours ouvrables avant le dépôt de son prospectus simplifié provisoire. Nous proposons de dispenser l'émetteur absorbant d'attendre 10 jours ouvrables avant de déposer son prospectus provisoire si l'émetteur absorbé a déjà déposé un avis d'intention. L'émetteur absorbant serait toujours tenu de déposer l'avis d'intention, au plus tard au moment du dépôt du prospectus provisoire. Nous proposons une dispense similaire pour l'émetteur bénéficiant de soutien au crédit qui se prévaut du dossier d'information continue de son garant.

k) Délai de dépôt du prospectus définitif

En ce moment, l'émetteur doit, en vertu du paragraphe 1 de l'article 2.3 de la Norme canadienne 41-101, déposer le prospectus définitif dans un délai de 90 jours après la date du visa du prospectus provisoire. Nous proposons de préciser que, si l'émetteur dépose une modification du prospectus provisoire, le délai de 90 jours recommence à courir à compter de la date du visa de cette modification. Cependant, quel que soit le nombre de modifications du prospectus provisoire déposées, l'émetteur ne pourra déposer le prospectus définitif plus de 180 jours après la date du visa du provisoire.

Partie II – Principaux projets de modifications applicables aux fonds d'investissement

l) Fonds d'investissement étrangers

Nous proposons d'étendre l'obligation d'information actuelle du gestionnaire de fonds d'investissement étranger aux fonds d'investissement étrangers et à toute autre entité étrangère tenue de fournir une attestation en vertu de la partie 5 de la Norme canadienne 41-101 ou d'autres textes de la législation en valeurs mobilières.

m) Information sur l'effet de levier pour les fonds d'investissement

Nous proposons d'étoffer les règles sur l'information à fournir dans le résumé du prospectus ou dans le corps de celui-ci au sujet de l'utilisation de l'effet de levier comme stratégie d'investissement qui sont prévues dans l'Annexe 41-101A2, *Information à fournir dans le prospectus du fonds d'investissement* (l'« Annexe 41-101A2 »). Il s'agit d'aider les investisseurs à mieux comprendre comment le fonds d'investissement compte utiliser l'effet de levier et la nature de l'effet de levier qu'il peut utiliser.

Nous proposons d'apporter les modifications suivantes à l'information à fournir conformément à l'alinéa *e* du paragraphe 1 de la rubrique 3.3 et à l'alinéa *b* du paragraphe 1 de la rubrique 6.1 de l'Annexe 41-101A2 :

- si l'effet de levier résulte d'un emprunt ou de l'émission d'actions privilégiées, le fonds d'investissement doit indiquer l'ampleur maximale de l'effet levier qu'il pourra utiliser, exprimée sous forme de ratio calculé de la façon suivante : total maximum des actifs nets divisé par la valeur liquidative;

- si l'effet de levier résulte de l'utilisation de dérivés visés ou d'instruments similaires, le fonds d'investissement doit indiquer l'ampleur maximale de l'effet de levier qu'il peut utiliser, exprimée sous forme de multiple de l'actif net, et expliquer la façon dont il emploie l'expression « effet de levier » et la signification de l'ampleur maximale et minimale de l'effet de levier pour lui.

Une instruction de l'Annexe 41-101A2 vient préciser que, pour les besoins de l'information à fournir sur l'effet de levier, l'expression « dérivé visé » s'entend au sens de la Norme canadienne 81-102 sur les *organismes de placement collectif*.

n) Information sur le ratio des frais d'opérations

Nous proposons d'ajouter à l'information qui doit déjà être fournie sur le rendement annuel et le ratio des frais de gestion des 5 dernières années conformément au paragraphe 4 de la rubrique 3.6 et à la rubrique 11 de l'Annexe 41-101A2 l'information sur le ratio des frais d'opérations des cinq dernières années. Le ratio des frais d'opérations du fonds d'investissement représente le total des courtages et des autres coûts exprimé en

pourcentage de sa valeur liquidative. Cette information permettra aux investisseurs de mieux déterminer l'ensemble des coûts de la détention de titres de fonds d'investissement ou de mieux comparer les coûts historiques de différents fonds d'investissement.

o) Modalités d'organisation et de gestion du fonds d'investissement

Nous proposons de modifier l'information à fournir sur les modalités d'organisation et de gestion du fonds d'investissement qui est prévue à la rubrique 19 de l'Annexe 41-101A2 pour ajouter les éléments suivants :

- l'information sur les faillites en cours et antérieures de tout émetteur, et non plus seulement des fonds d'investissement, dont les administrateurs ou les membres de la haute direction du fonds d'investissement occupaient des fonctions d'administrateur ou certaines fonctions de haute direction;
- une information enrichie sur les titres du fonds d'investissement et du gestionnaire de fonds d'investissement que possèdent les administrateurs et les membres de la haute direction du fonds d'investissement et du gestionnaire de fonds d'investissement ainsi que les membres du comité d'examen indépendant du fonds d'investissement;
- de nouvelles dispositions prévoyant l'information à fournir sur le placeur principal du fonds d'investissement et obligeant le placeur principal à signer une attestation établie sous la même forme que celle du fonds d'investissement.

p) Principaux porteurs

Nous proposons de modifier l'information à fournir sur les principaux porteurs du fonds d'investissement qui est prévue au paragraphe 1 de la rubrique 28.1 de l'Annexe 41-101A2, dans le but de limiter la fourniture de cette information aux situations dans lesquelles elle est connue ou devrait être connue du fonds d'investissement ou du gestionnaire. Cette modification touchera surtout les fonds cotés, qui font l'objet d'un placement permanent, lesquels peuvent ne pas être en mesure de déterminer facilement les propriétaires véritables de leurs titres. Cette information est moins utile dans le cas des fonds cotés, parce qu'elle n'indiquerait que la propriété de titres à un point dans le temps, alors que les propriétaires des titres de ces fonds peuvent changer très rapidement. La modification correspond à une dispense des règles sur les offres publiques d'achat que nous avons accordée à de nombreux fonds cotés.

q) Modifications relatives au formulaire de renseignements personnels

Nous avons proposé des modifications des obligations de livraison du formulaire de renseignements personnels de la Norme canadienne 81-101 qui correspondent à celles proposées pour la Norme canadienne 41-101. Ces modifications visent à régler les difficultés exposées ci-dessus et à rendre les obligations de livraison du formulaire de

renseignements personnels pour les OPC classiques conformes à celles qui s'appliquent à tous les autres émetteurs.

r) Documents intégrés par renvoi dans le prospectus de l'OPC

Nous proposons de modifier l'article 3.1 de la Norme canadienne 81-101 pour exiger l'intégration par renvoi, dans le cas de l'OPC qui n'a pas encore déposé d'états financiers annuels ou intermédiaires, du bilan vérifié déposé avec le prospectus simplifié. Nous proposons également d'exiger l'intégration par renvoi, dans le cas de l'OPC qui n'a pas encore déposé d'états financiers annuels comparatifs et de rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds, des derniers états financiers intermédiaires et du dernier rapport intermédiaire de la direction sur le rendement du fonds.

s) Attestation du placeur principal de l'OPC

Nous proposons de modifier l'attestation du placeur principal prévue dans l'Annexe 81-101A2 pour rendre cette attestation similaire à celle que doivent fournir l'OPC et le gestionnaire de l'OPC.

Modifications corrélatives

a) Modifications corrélatives de la Norme canadienne 52-107

Nous proposons des modifications de la Norme canadienne 52-107 pour faire en sorte que le compte de résultat opérationnel qu'il est permis de fournir selon la nouvelle rubrique 32.9 de l'Annexe 41-101A1 (exposée au sous-alinéa *i* de la partie I du Résumé des principaux projets de modifications, ci-dessus) puisse bénéficier du référentiel d'information financière prévu par la Norme canadienne 52-107 pour le compte de résultat opérationnel d'un terrain pétrolier ou gazéifier.

Nous proposons également de supprimer le référentiel d'information financière pour les états financiers détachés qu'on trouve actuellement au paragraphe 6 de l'article 3.11 de la Norme canadienne 52-107. Après vérification auprès de sources extérieures, nous ne jugeons pas nécessaire que les ACVM prescrivent un référentiel d'information financière distinct pour les états financiers détachés. Nous estimons que les auditeurs seront en mesure, de façon générale, de confirmer que les états financiers détachés ont été établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) et que les cas où ils ne le seront pas seront relativement rares.

b) Modifications corrélatives de la Norme canadienne 51-102

À l'heure actuelle, un émetteur peut utiliser un compte de résultat opérationnel, au lieu d'états financiers, s'il satisfait aux conditions prévues à l'article 8.10 de la Norme canadienne 51-102. L'une de ces conditions est qu'il s'agisse d'une acquisition d'actifs. Nous proposons d'étendre l'application de cette disposition à une acquisition d'actions dans

certaines circonstances restreintes : il faut que le vendeur ait cédé les actifs pétrolifères ou gazéifères en question à une société qui sera considérée comme la cédante dans l'opération et qui a été créée dans le seul but de permettre l'acquisition, dans la mesure où elle n'a pas d'autres actifs ou activités que ceux qui se rapportent aux actifs pétrolifères ou gazéifères cédés. Une modification parallèle est prévue à la rubrique 32.9 de l'Annexe 41-101A1 pour une acquisition qui constitue l'acquisition d'une activité principale pour l'émetteur.

c) Modifications corrélatives de la Norme canadienne 13-101

Nous proposons des modifications de la Norme canadienne 13-101 pour mettre à jour la terminologie employée pour divers types de prospectus mentionnés à l'Annexe A de la Norme canadienne 13-101. Certains de ces renvois sont périmés.

Coûts et avantages prévus

Nous proposons les projets de modifications des règles relatives au prospectus en raison des problèmes que nous avons relevés au cours de l'examen de prospectus, des demandes de dispense d'exigences de prospectus et de demandes de renseignements répétées provenant de personnes qui déposent un prospectus ou du personnel des ACVM concernant certaines exigences de prospectus.

Les projets de modifications visent à renforcer l'efficacité des normes sur l'information à fournir dans le prospectus, à éclaircir certaines dispositions, à combler des lacunes importantes et à modifier ou à simplifier les règles dans les cas qui le justifient. Les ACVM prévoient que ces modifications allégeront le processus et le fardeau de l'information à fournir dans le prospectus pour les émetteurs tout en assurant aux investisseurs une information efficace, pertinente et utile.

Autres solutions envisagées

Nous avons envisagé le maintien du statu quo. Toutefois, comme nous l'avons noté ci-dessus, bon nombre des projets de modifications visent à rendre plus clairs les règles relatives au prospectus ou encore à modifier ou à simplifier ces règles dans les cas qui le justifient.

Afin d'assurer le degré voulu de certitude, de clarté et aussi d'uniformité entre les émetteurs touchés, nous avons jugé préférable de modifier ou de remplacer des dispositions des règles relatives au prospectus ou d'y en ajouter, ainsi que les indications qui s'y rapportent.

Documents non publiés

Pour rédiger les projets de modifications des règles relatives au prospectus, nous n'avons utilisé aucune étude ni aucun document ou rapport important non publié.

Avis locaux

Certains membres des ACVM publieront avec cet avis certains autres éléments d'information exigés par la législation en valeurs mobilières du territoire intéressé.

Consultation

Nous invitons les personnes intéressées à formuler des commentaires généraux sur les projets de modifications des règles relatives au prospectus, de même qu'à répondre aux questions suivantes :

Questions relatives à l'acceptation de compétence et à la désignation de mandataire aux fins de signification par le non-émetteur

Ainsi qu'il est indiqué à l'alinéa g de la rubrique « Résumé des principaux projets de modifications » du présent avis, nous envisageons d'étendre l'obligation de déposer l'acceptation de compétence et la désignation de mandataire aux fins de signification par le non-émetteur à tous les experts étrangers ayant consenti à l'inclusion, dans un prospectus, d'information tirée d'un rapport, d'une opinion ou d'une déclaration dont ils sont l'auteur.

Nous souhaitons connaître votre opinion générale sur cette modification éventuelle et vous invitons en particulier à répondre aux questions suivantes :

a) Vous paraît-il approprié d'étendre l'obligation de déposer l'acceptation de compétence et la désignation de mandataire aux fins de signification par le non-émetteur aux experts étrangers ayant consenti à l'inclusion, dans un prospectus, d'information tirée d'un rapport, d'une opinion ou d'une déclaration dont ils sont l'auteur, au motif que ces experts sont responsables, dans notre régime de sanctions civiles, des informations fausses ou trompeuses contenues dans le prospectus et extraites de leurs rapports, opinions ou déclarations? Expliquez pourquoi.

b) Si les experts étrangers étaient tenus de déposer l'acceptation de compétence et la désignation de mandataire aux fins de signification par le non-émetteur, pensez-vous que cette obligation ferait peser sur ces experts ou les émetteurs concernés une charge importante du point de vue financier ou pratique? Dans l'affirmative, expliquez pourquoi. Répondriez-vous autrement si l'obligation visant les experts étrangers ne concernait que l'acceptation de compétence ou que la désignation d'un mandataire aux fins de signification?

Veillez présenter vos commentaires par écrit au plus tard le **14 octobre 2011**. Si vous ne les envoyez pas par courriel, veuillez également fournir un fichier électronique les contenant (format Microsoft Word pour Windows).

Prière d'adresser vos commentaires aux membres des ACVM comme suit :

British Columbia Securities Commission
Alberta Securities Commission
Saskatchewan Financial Services Commission
Commission des valeurs mobilières du Manitoba
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Autorité des marchés financiers
Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
Superintendent of Securities, Île-du-Prince-Édouard
Nova Scotia Securities Commission
Securities Commission of Newfoundland and Labrador
Surintendant des valeurs mobilières, Territoires du Nord-Ouest
Surintendant des valeurs mobilières, Yukon
Surintendant des valeurs mobilières, Nunavut

Veillez n'envoyer vos commentaires qu'aux adresses suivantes et ils seront distribués aux autres membres des ACVM.

M^e Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire de l'Autorité
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C. P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Télécopieur : 514-864-6381
Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Alex Poole
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
Alberta Securities Commission
Suite 600, 250-5th Street SW
Calgary (Alberta) T2P 0R4
Télécopieur : 403-297-4482
Courrier électronique : alex.poole@asc.ca

Veillez noter que les commentaires reçus seront rendus publics à l'adresse www.albertasecurities.com ainsi que sur les sites Web de certaines autres autorités en valeurs mobilières. Nous ne pouvons préserver la confidentialité des commentaires parce que la législation en valeurs mobilières de certaines provinces exige la publication d'un résumé des commentaires écrits reçus pendant la période de consultation.

Questions

A. Questions concernant les fonds d'investissement

Certains projets de modifications ne concernent que les fonds d'investissement, soit les modifications de l'Annexe 41-101A2, *Information à fournir dans le prospectus du fonds d'investissement*, et de la Norme canadienne 81-101, y compris le Formulaire 81-101F2, *Contenu d'une notice annuelle*. Ces modifications sont exposées ci-dessus dans la partie II du Résumé des principaux projets de modifications. Si vos questions portent sur ces modifications, veuillez vous adresser à l'une des personnes suivantes :

Chantal Leclerc
Conseillère en réglementation
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 4463
chantal.leclerc@lautorite.qc.ca

Anick Ouellette
Analyste, Fonds d'investissement
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 4472
anick.ouellette@lautorite.qc.ca

Christopher Birchall
Senior Securities Analyst, Corporate Finance
British Columbia Securities Commission
604-899-6722
cbirchall@bcsc.bc.ca

Ian Kerr
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
Alberta Securities Commission
403-297-2659
ian.kerr@asc.ca

Bob Bouchard
Directeur
Commission des valeurs mobilières du Manitoba
204-945-2555
bob.bouchard@gov.mb.ca

Ian Kearsey
Legal Counsel, Investment Funds Branch
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
416-593-2169
ikeasey@osc.gov.on.ca

B. Toutes les autres questions relatives aux projets de modifications

Certains projets de modifications s'appliquent à tous les émetteurs, sauf les fonds d'investissement, soit les modifications de la Norme canadienne 41-101, y compris l'Annexe 41-101A1, *Information à fournir dans le prospectus*, de la Norme canadienne 44-101, y compris l'Annexe 44-101A1, *Prospectus simplifié*, et les modifications corrélatives de la Norme canadienne 52-107, de la Norme canadienne 51-102 et de la Norme canadienne 13-101. Ces modifications sont exposées ci-dessus dans la partie I du Résumé des principaux projets de modifications. Si vos questions portent sur ces modifications, veuillez vous adresser à l'une des personnes suivantes :

Rosetta Gagliardi
Conseillère en réglementation
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 4462
rosetta.gagliardi@lautorite.qc.ca

Chantal Leclerc
Conseillère en réglementation
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 4463
chantal.leclerc@lautorite.qc.ca

Natalie Brown
Analyste experte en financement des sociétés
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 4388
natalie.brown@lautorite.qc.ca

Larissa Streu
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
British Columbia Securities Commission
604-899-6888
lstreu@bcsc.bc.ca

Allan Lim
Manager, Corporate Finance
British Columbia Securities Commission
604-899-6780
alim@bcsc.bc.ca

Alex Poole
Senior Legal Counsel, Corporate Finance
Alberta Securities Commission
403-297-4482
alex.poole@asc.ca

Blaine Young
Associate Director, Corporate Finance
Alberta Securities Commission
403-297-4220
blaine.young@asc.ca

Cheryl McGillivray
Manager, Corporate Finance
Alberta Securities Commission
403-297-3307
cheryl.mcgillivray@asc.ca

Ian McIntosh
Deputy Director, Corporate Finance
Saskatchewan Financial Services Commission - Securities Division
306-787-5867
ian.mcintosh@gov.sk.ca

Bob Bouchard
Directeur
Commission des valeurs mobilières du Manitoba
204-945-2555
bob.bouchard@gov.mb.ca

Matthew Au
Senior Accountant, Corporate Finance
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
416-593-8132
mau@osc.gov.on.ca

Jason Koskela
Legal Counsel, Corporate Finance
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario

416-595-8922

jkoskela@osc.gov.on.ca

Kevin Redden

Director, Corporate Finance

Nova Scotia Securities Commission

902-424-5343

reddenkg@gov.ns.ca

Pierre Thibodeau

Analyste principal en valeurs mobilières

Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick

506-643-7751

pierre.thibodeau@nbsc-cvmnb.ca

**PROJET DE MODIFICATION MODIFIANT LA NORME CANADIENNE 41-101
SUR LES *OBLIGATIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU PROSPECTUS***

1. L'article 1.1 de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus* est modifié:

1° par l'insertion, après la définition de l'expression «fonds de travailleurs ou de capital de risque», des suivantes:

««formulaire de renseignements personnels»: à l'égard d'une personne physique:

a) soit le formulaire prévu à l'Appendice 1 de l'Annexe A;

b) soit le formulaire de renseignements personnels de la Bourse de Toronto ou de la Bourse de croissance TSX présenté par une personne physique à la Bourse de Toronto ou à la Bourse de croissance TSX, auquel est annexé un formulaire Attestation et consentement établi conformément à la partie B de l'Appendice 1 de l'Annexe A, pour autant que les renseignements personnels qui y sont fournis soient toujours exacts au moment où la personne signe le formulaire Attestation et consentement;

««formulaire de renseignements personnels de la Bourse de Toronto ou de la Bourse de croissance TSX»: un formulaire de renseignements personnels d'une personne physique rempli conformément aux dispositions du formulaire 4 de la Bourse de Toronto ou du formulaire 2A de la Bourse de croissance TSX, selon le cas, et leurs modifications;»;

2° dans la définition de l'expression «membre de la haute direction»:

a) par l'insertion, après les mots «à l'égard d'un émetteur», des mots «ou d'un gestionnaire de fonds d'investissement»;

b) par l'insertion, après l'alinéa *a*, du suivant:

«*a.1*) le chef de la direction ou le chef des finances;»;

c) par l'insertion, dans l'alinéa *c* et après les mots «de l'émetteur», des mots «ou du gestionnaire de fonds d'investissement»;

3° par le remplacement, dans la définition de l'expression «titre adossé à des créances», du mot «créances» par le mot «actifs».

2. L'article 2.3 de cette règle est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par les suivants:

«1) L'émetteur dépose la modification du prospectus provisoire dans un délai de 90 jours après la date du visa du prospectus provisoire.

«1.1) L'émetteur dépose le prospectus définitif dans un délai de 90 jours après la date du visa du prospectus provisoire ou d'une modification du prospectus provisoire qui se rapportent au prospectus définitif.

«1.2) Dans le cas de la modification déposée conformément au paragraphe 1, le délai total permis par le paragraphe 1.1 pour le dépôt du prospectus définitif n'excède pas 180 jours à compter de la date du visa du prospectus provisoire.».

3. Cette règle est modifiée par l'insertion, après l'article 5.10, du suivant:

«5.10.1. Attestation du placeur principal

1) Dans le cas où l'émetteur est un fonds d'investissement et a un placeur principal, le prospectus contient une attestation dans la forme applicable de l'attestation de l'émetteur, signée par le placeur principal.

2) Dans le cas du placeur principal constitué sous forme de société par actions, l'attestation est signée par un dirigeant ou un administrateur du placeur principal dûment autorisé à la signer.».

4. L'article 9.1 de cette règle est remplacé par le suivant:

«9.1. Documents exigés pour le dépôt du prospectus ordinaire provisoire ou du projet de prospectus ordinaire

1) L'émetteur qui dépose un prospectus ordinaire provisoire ou un projet de prospectus ordinaire procède de la façon suivante:

a) il dépose avec celui-ci les documents suivants:

i) dans le cas d'un prospectus ordinaire provisoire, un exemplaire signé du prospectus ordinaire provisoire;

ii) un exemplaire des documents suivants et de leurs modifications qui n'ont pas été déposés:

A) les statuts constitutifs, de fusion, clauses de prorogation ou tout autre document constitutif de l'émetteur, à moins qu'il ne s'agisse d'une loi ou d'un règlement;

B) les règlements ou autres textes correspondants actuellement en vigueur;

C) toute convention entre porteurs ou convention fiduciaire de vote auxquelles a accès l'émetteur et qui peut raisonnablement être considérée comme importante pour un investisseur dans les titres de l'émetteur;

D) tout plan de droits en faveur des porteurs ou autres plans similaires;

E) tout autre contrat de l'émetteur ou d'une filiale de l'émetteur qui crée des droits ou des obligations pour les porteurs de l'émetteur ou peut raisonnablement être considéré comme ayant une incidence importante sur ces droits ou obligations en général;

iii) un exemplaire de tout contrat important à déposer conformément à l'article 9.3;

iv) dans le cas de l'émetteur qui est un fonds d'investissement, les documents déposés en vertu des sous-alinéas ii et iii doivent comprendre un exemplaire des documents suivants:

A) la déclaration de fiducie ou le contrat de fiducie du fonds d'investissement, la convention de société en commandite ou tout autre document constitutif du fonds d'investissement;

B) tout contrat entre le fonds d'investissement ou le fiduciaire et le gestionnaire du fonds d'investissement;

C) tout contrat entre le fonds d'investissement, le gestionnaire ou le fiduciaire et les conseillers en valeurs du fonds d'investissement;

D) tout contrat entre le fonds d'investissement, le gestionnaire ou le fiduciaire et le dépositaire du fonds d'investissement;

E) tout contrat entre le fonds d'investissement, le gestionnaire ou le fiduciaire et le placeur principal du fonds d'investissement;

v) lorsque l'émetteur a un projet minier, les rapports techniques devant être déposés avec le prospectus ordinaire provisoire en vertu de la Norme canadienne 43-101 sur *l'information concernant les projets miniers*;

vi) un exemplaire de chaque rapport ou évaluation dont il est fait mention dans le prospectus ordinaire provisoire pour lequel un consentement doit être déposé conformément à l'article 10.1 et qui n'a pas déjà été déposé, à l'exception de tout rapport technique qui réunit les conditions suivantes:

A) il porte sur un projet d'exploitation minière ou des activités pétrolières et gazières;

B) son dépôt n'est pas prévu au sous-alinéa *v*;

b) il transmet à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, au moment du dépôt du prospectus ordinaire provisoire ou du projet de prospectus ordinaire, les documents suivants:

i) un exemplaire du projet de prospectus, le cas échéant, en version soulignée pour indiquer les changements et le texte supprimé par rapport au dernier prospectus déposé antérieurement;

ii) le formulaire de renseignements personnels concernant les personnes suivantes:

A) chaque administrateur et membre de la haute direction de l'émetteur;

B) dans le cas d'un fonds d'investissement, chaque administrateur et membre de la haute direction du gestionnaire de l'émetteur;

C) chaque promoteur de l'émetteur;

D) dans le cas où le promoteur n'est pas une personne physique, chaque administrateur et chaque membre de la haute direction du promoteur;

iii) une lettre signée adressée à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières par l'auditeur de l'émetteur ou de l'entreprise, selon le cas, et rédigée de la manière prévue par le Manuel de l'ICCA, lorsque les états financiers de l'émetteur ou de l'entreprise qui sont inclus ou intégrés par renvoi dans le prospectus ordinaire provisoire ou le projet de prospectus ordinaire sont accompagnés d'un rapport de l'auditeur non signé.

2) Malgré le sous-alinéa *ii* de l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 9.1, l'émetteur n'est pas tenu de déposer un formulaire de renseignements personnels à l'égard d'une personne physique lorsque sont réunies les conditions suivantes:

a) un formulaire de renseignements personnels à l'égard de la personne physique a été signé par elle dans les 3 ans précédant la date de dépôt du prospectus ordinaire provisoire ou du projet de prospectus ordinaire;

b) le formulaire de renseignements personnels a été transmis à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières:

i) soit par un émetteur pour le compte de la personne physique le [insérer la date d'entrée en vigueur des modifications] ou après cette date;

ii) soit par l'émetteur pour le compte de la personne physique après le 16 mars 2008, mais avant le [insérer la date d'entrée en vigueur des modifications] sous la forme prévue à l'Annexe A de la Norme canadienne 41-101 sur *les obligations générales relatives au prospectus* dans la version qui était en vigueur au cours de cette période;

c) les renseignements concernant la personne physique fournis en réponse aux questions suivantes, selon le cas, restent exacts à la date de l'attestation prévue à l'alinéa *d*:

i) les questions 6 à 10 du formulaire de renseignements personnels visé au sous-alinéa *i* de l'alinéa *b*;

ii) les parties B et C de la question 4 et les questions 6 à 9 du formulaire de renseignements personnels visé au sous-alinéa *ii* de l'alinéa *b*;

d) l'émetteur transmet à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, au moment du dépôt du prospectus ordinaire provisoire ou du projet de prospectus ordinaire, une attestation de l'émetteur établie conformément à l'Appendice 4 de l'Annexe A et indiquant que la personne physique lui a fourni la confirmation nécessaire pour satisfaire à l'alinéa *c*;

e) l'attestation prévue à l'alinéa *d* ne doit pas remonter à plus de 30 jours avant le dépôt du prospectus ordinaire provisoire ou du projet de prospectus ordinaire.».

5. L'article 9.2 de cette règle est modifié, dans l'alinéa *a*:

1° par le remplacement, dans le sous-alinéa *iii*, des mots «en vertu du du» par les mots «en vertu du»;

2° dans le sous-alinéa *vii*:

a) par l'insertion, après la division A, de la suivante:

«A.1) chaque administrateur de l'émetteur;»;

b) par le remplacement de la division B par la suivante:

«B) toute autre personne, à l'exception d'un émetteur, qui fournit ou signe une attestation prévue par la partie 5 ou par d'autres textes de la législation en valeurs mobilières;»;

3° par le remplacement du sous-alinéa *xii* par les suivants:

«*xii*) lorsqu'une convention, un contrat ou une déclaration de fiducie visé au sous-alinéa *ii* ou *iv* ou un contrat important visé au sous-alinéa *iii* n'a pas été signé avant le dépôt du prospectus ordinaire définitif, mais doit être signé avant la conclusion du placement ou à la conclusion du placement, l'émetteur dépose auprès de l'autorité en valeurs mobilières, au plus tard à la date du dépôt du prospectus ordinaire définitif, un engagement envers l'autorité en valeurs mobilières à déposer la convention, le contrat, la déclaration de fiducie ou le contrat important promptement et au plus tard dans un délai de 7 jours après sa signature;

xii.1) lorsqu'un document visé au sous-alinéa *ii* ne sera pas signé de façon qu'il entre en vigueur et n'est pas entré en vigueur avant le dépôt du prospectus ordinaire définitif, mais entrera en vigueur avant la conclusion du placement ou à la conclusion du placement, l'émetteur dépose auprès de l'autorité en valeurs mobilières, au plus tard à la date du dépôt du prospectus ordinaire définitif, un engagement envers l'autorité en valeurs mobilières à déposer le document promptement et au plus tard dans un délai de 7 jours après son entrée en vigueur;».

6. L'article 10.1 de cette règle est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par les suivants:

«1) L'émetteur dépose le consentement écrit d'une des personnes suivantes:

- a) tout avocat, auditeur, comptable, ingénieur ou évaluateur;
- b) tout notaire au Québec;
- c) toute autre personne dont la profession ou l'activité confère autorité aux déclarations.

«1.1) Le paragraphe 1 ne s'applique que si la personne est désignée dans le prospectus ou dans la modification de celui-ci, directement ou, le cas échéant, dans un document intégré par renvoi comme ayant accompli l'une des actions suivantes:

- a) elle a rédigé ou certifié une partie du prospectus ou de la modification;
- b) elle a donné son opinion sur des états financiers dont certains renseignements inclus dans le prospectus ont été extraits, si son opinion est mentionnée dans le prospectus, directement ou dans un document intégré par renvoi;

c) elle a rédigé ou certifié un rapport, une évaluation, une déclaration ou une opinion auquel renvoie le prospectus ou la modification, directement ou dans un document intégré par renvoi.».

7. L'article 11.2 de cette règle est modifié:

1° par le remplacement, dans ce qui précède l'alinéa *a*, du mot «Personne» par «Sauf dans le cas prévu à l'article 11.3, personne»;

2° par l'insertion, dans l'alinéa *b* et après les mots «placement de base», de «, s'ils étaient convertis».

8. L'article 13.3 de cette règle est modifié:

1° par l'insertion, dans l'alinéa *d* et après le mot «placement», du mot «fondamentaux»;

2° par l'addition, après l'alinéa *h*, du suivant:

«*i)* si le titre est ou sera un placement admissible dans un régime enregistré d'épargne-retraite, un fonds enregistré de revenu de retraite, un régime enregistré d'épargne-études ou un compte enregistré libre d'impôt ou s'il donne ou donnera au porteur le droit à un traitement fiscal spécial.».

9. L'article 14.5 de cette règle est modifié:

1° dans le paragraphe 1:

a) par le remplacement, dans ce qui précède le sous-alinéa *a*, des mots «Le contrat entre le fonds d'investissement et le dépositaire ou entre le dépositaire et le sous-dépositaire» par les mots «Le contrat de dépositaire ou de sous-dépositaire»;

b) par le remplacement, dans le texte anglais de l'alinéa *g*, de «sub-custodian,» par les mots «sub-custodian»;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 3, des mots «Aucun contrat entre le fonds d'investissement et le dépositaire ou entre le dépositaire et le sous-dépositaire» par les mots «Aucun contrat de dépositaire ou de sous-dépositaire».

10. L'article 19.3 de cette règle est modifié par le remplacement, partout où ils se trouvent dans les sous-alinéas *i* et *ii* de l'alinéa *a* du paragraphe 2, des mots «dépôt du prospectus provisoire» par les mots «dépôt du projet de prospectus ou du prospectus provisoire».

11. L'Annexe A de cette règle est remplacée par la suivante:

«ANNEXE A

APPENDICE 1

PARTIE A FORMULAIRE DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET AUTORISATION DE COLLECTE INDIRECTE, D'UTILISATION ET DE COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Le présent formulaire de renseignements personnels et autorisation de collecte indirecte, d'utilisation et de communication de renseignements personnels (le formulaire) doit être rempli par chaque personne physique qui, à l'occasion du dépôt d'un prospectus par l'émetteur (l'émetteur), est tenue de le faire en vertu de la partie 9 de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus* ou de la partie 4 de la Norme canadienne 44-101 sur le *placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié* ou de la partie 2 de la Norme canadienne 81-101 sur le *régime de prospectus des organismes de placement collectif*.

Les autorités en valeurs mobilières ne rendent public aucun renseignement figurant sur le présent formulaire.

Instructions générales

Réponse obligatoire à toutes les questions

Vous devez répondre à toutes les questions. La réponse «s.o.» ou «sans application» ne sera pas acceptée, sauf aux questions 1B, 2 *iii* et v et 5.

Pour la réponse aux questions dans le présent formulaire, le terme «**émetteur**» comprend un **gestionnaire de fonds d'investissement**.

Questions 6 à 10

Veillez cocher (en marquant du signe √) la réponse appropriée. Si vous répondez «OUI» à l'une des questions 6 à 10, vous devez joindre en annexe des renseignements détaillés, notamment les circonstances, les dates pertinentes, le nom des parties visées et l'issue, si vous la connaissez. **Toute pièce jointe en annexe doit être paraphée par la personne qui remplit le présent formulaire.** Les réponses doivent couvrir toutes les périodes.

Transmission

L'émetteur devrait transmettre le formulaire rempli au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) sous le type de document «Formulaire de renseignements personnels et autorisation». Ce document n'est pas à la disposition du public.

MISE EN GARDE

La personne qui fait une fausse déclaration commet une infraction à la législation provinciale et territoriale en valeurs mobilières. Des mesures peuvent être prises pour vérifier les réponses que vous avez fournies dans le présent formulaire, notamment la vérification des renseignements relatifs au casier judiciaire.

DÉFINITIONS

«autorité en valeurs mobilières» s'entend d'un organisme créé par une loi, dans un territoire du Canada ou un territoire étranger, en vue de l'administration de la loi, des règlements et des instructions en matière de valeurs mobilières (par exemple, une commission de valeurs mobilières), mais ne comprend pas une bourse ni une autre entité d'autoréglementation.

«entité d'autoréglementation» s'entend:

- a) d'une bourse de valeurs, de dérivés, de marchandises, de contrats à terme ou d'options;
- b) d'une association de courtiers en placement, en valeurs mobilières, en épargne collective, en marchandises ou en contrats à terme;
- c) d'une association de conseillers en placement ou de gestionnaires de portefeuille;
- d) d'une association d'autres professionnels (par exemple, d'avocats, d'experts-comptables ou d'ingénieurs);
- e) de tout autre groupe, de toute autre institution ou de tout autre organisme d'autoréglementation, reconnu par une autorité en valeurs mobilières, qui est responsable de l'application de règles, de politiques, de mesures disciplinaires ou de codes, aux termes de toute loi applicable, ou considéré comme une entité d'autoréglementation dans un autre pays.

«infraction» s'entend notamment:

- a) d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ou d'un acte criminel aux termes du *Code criminel* (L.R.C. 1985, c. C-46);
- b) d'une infraction quasi criminelle (par exemple aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. 1985, c. 1 (5^e supp.)), de la *Loi sur l'immigration et la*

protection des réfugiés (L.C., 2001 c. 27) ou de la législation sur l'impôt, l'immigration, les stupéfiants, les armes à feu, le blanchiment d'argent ou les valeurs mobilières de tout territoire au Canada ou de tout territoire étranger;

c) d'un délit ou acte délictueux grave aux termes de la législation pénale des États-Unis d'Amérique ou de tout État ou territoire de ce pays;

d) d'une infraction aux termes de la législation pénale de tout autre territoire étranger.

NOTE: Si une réhabilitation aux termes de la *Loi sur le casier judiciaire* (L.R.C. 1985, c. C-47) vous a été accordée pour une infraction qui se rapporte à la fraude (y compris tout type d'activité frauduleuse), au détournement de fonds ou d'autres biens, au vol, à la falsification de livres ou de documents ou à des infractions similaires, vous êtes tenu d'indiquer l'infraction ayant fait l'objet de la réhabilitation dans le présent formulaire. Dans ce cas:

a) vous devez fournir la réponse suivante: «Oui, réhabilitation accordée le (date)»;

b) vous devez fournir, en annexe au présent formulaire, tous les renseignements nécessaires.

«procédure» s'entend:

a) d'une procédure au civil ou au criminel ou d'une enquête en cours devant un tribunal judiciaire;

b) d'une procédure devant un arbitre ou une personne ou un groupe de personnes autorisées en vertu de la loi à mener une enquête et à recevoir des dépositions sous serment sur l'affaire;

c) d'une procédure devant un tribunal administratif dans l'exercice d'un pouvoir légal de décision, dans le cadre de laquelle le tribunal est tenu par la loi de tenir une audience ou de donner aux parties intéressées l'occasion d'être entendues avant de prendre une décision;

d) d'une procédure devant une entité d'autoréglementation autorisée en vertu de la loi à réglementer les activités, les normes de pratique et la conduite des affaires de ses membres (y compris, le cas échéant, les émetteurs inscrits à la cote d'une bourse) et des personnes physiques liées à ces membres et émetteurs, dans le cadre de laquelle l'entité d'autoréglementation est tenue, conformément à ses règlements, à ses règles ou à ses politiques, de tenir une audience ou de donner aux parties intéressées l'occasion d'être entendues avant de prendre une décision, mais ne s'applique pas à une procédure dans le cadre de laquelle une ou plusieurs personnes sont tenues de mener une enquête et de

présenter un rapport, avec ou sans recommandation, si ce rapport a pour but d'informer ou de conseiller la personne à laquelle il s'adresse et qu'il ne lie ni ne restreint aucunement cette personne dans toute décision qu'elle peut être autorisée à prendre.

1. IDENTIFICATION DE LA PERSONNE QUI REMPLIT LE FORMULAIRE

A.	NOM(S) DE FAMILLE	PRÉNOM(S)	SECOND(S) PRÉNOM(S) AU LONG (Ne pas donner d'initiales. Si vous n'avez pas de second prénom, le préciser)

NOM(S) LE(S) PLUS USITÉ(S)

DÉNOMINATION DE L'ÉMETTEUR

POSTE(S) ACTUELS OU PROJETÉ(S) AU SEIN DE L'ÉMETTEUR – cocher (√) tous les postes qui s'appliquent.	(√)	ADMINISTRATEUR/ DIRIGEANT, FOURNIR LA DATE D'ÉLECTION/DE NOMINATION			DIRIGEANT – PRÉCISER LE TITRE AUTRE – DONNER DES DÉTAILS
		Jour	Mois	Année	
Administrateur					
Dirigeant					
Autre					

B.	Indiquez les noms légaux, autres que le nom indiqué à la question 1A ci-dessus, ainsi que les noms ou les surnoms sous lesquels vous avez exploité une entreprise ou êtes connu, y compris les renseignements pertinents touchant un changement de nom résultant d'un mariage, d'un divorce, d'une ordonnance judiciaire ou d'une autre procédure. Joindre une liste distincte le cas échéant.	À		DE	
		MM	AA	MM	AA

C.	SEXE	DATE DE NAISSANCE			LIEU DE NAISSANCE		
		Jour	Mois	Année	Ville	Province/État	Pays
	Masculin						
	Féminin						

D.	ÉTAT CIVIL	NOM COMPLET DU CONJOINT – y compris du conjoint de fait	PROFESSION DU CONJOINT

E. NUMÉROS DE TÉLÉPHONE ET DE TÉLÉCOPIEUR ET ADRESSE ÉLECTRONIQUE			
RÉSIDENCE	()	TÉLÉCOPIEUR	()
TRAVAIL	()	COURRIEL*	

*Indiquez une adresse électronique que l'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières peut utiliser pour communiquer avec vous au sujet du présent formulaire. Cette adresse pourra être utilisée pour échanger des renseignements personnels se rapportant à vous.

F. LISTE DES ADRESSES RÉSIDENTIELLES - Indiquez toutes les adresses résidentielles des 10 DERNIÈRES ANNÉES en commençant par votre adresse résidentielle actuelle. Si vous ne pouvez pas vous souvenir de l'adresse résidentielle applicable à une période quelconque, qui remonte à plus de cinq ans de la date où vous remplissez le présent formulaire, indiquez la municipalité et la province ou l'État ainsi que le pays. L'agent responsable ou, au Québec, l'autorité en valeurs mobilières se réserve néanmoins le droit d'exiger une adresse complète.				
N° ET RUE, VILLE, PROVINCE/ÉTAT, PAYS ET CODE POSTAL	DE		À	
	MM	AA	MM	AA

2. CITOYENNETÉ

	OUI	NON
i) Êtes-vous citoyen canadien?		
ii) Êtes-vous une personne se trouvant légalement au Canada à titre d'immigrant sans être encore citoyen canadien?		
iii) Si vous avez répondu «OUI» à la question 2 ii), indiquez le nombre d'années de résidence permanente au Canada:		
iv) Êtes-vous citoyen d'un autre pays que le Canada?		
v) Si vous avez répondu «OUI» à la question 2 iv), indiquez le nom du ou des pays:		

3. ANTÉCÉDENTS DE TRAVAIL

Indiquez vos antécédents de travail complets pour les **5 ANNÉES** précédant immédiatement la date du présent formulaire en commençant par votre emploi actuel. Veuillez joindre une liste distincte au besoin. Si vous avez été sans emploi au cours de cette période, le mentionner en indiquant la période au cours de laquelle vous l'avez été.

NOM DE L'EMPLOYEUR	ADRESSE DE L'EMPLOYEUR	POSTE OCCUPÉ	DE		À	
			MM	AA	MM	AA

4. RÔLE AUPRÈS D'ÉMETTEURS

		OUI	NON
A.	Êtes-vous actuellement ou avez-vous déjà été au cours des 10 dernières années administrateur, dirigeant ou promoteur d'un émetteur assujéti, initié à l'égard de celui-ci ou personne participant au contrôle de celui-ci?		

B. Si vous avez répondu «OUI» à la question 4A, indiquez la dénomination de chacun de ces émetteurs assujétis. Indiquez le ou les postes occupés et les périodes pendant lesquelles vous les avez occupés. Veuillez joindre une liste distincte au besoin.

DÉNOMINATION DE L'ÉMETTEUR ASSUJÉTI	POSTE(S) OCCUPÉ(S)	MARCHÉ OÙ SES TITRES SE NÉGOCIENT	DE		À	
			MM	AA	MM	AA

		OUI	NON
C.	Pendant que vous étiez administrateur ou dirigeant d'un émetteur ou initié à l'égard de celui-ci, est-il arrivé qu'une bourse ou une autre entité d'autorégulation refuse d'approuver l'inscription ou la cotation de l'émetteur, y compris i) une inscription résultant d'une opération de regroupement, d'une prise de contrôle inversée ou d'une opération similaire concernant l'émetteur qui est réglementée par une entité d'autorégulation ou par une autorité en valeurs mobilières, ii) une inscription déguisée ou une acquisition admissible concernant l'émetteur (au sens du Guide à l'intention des sociétés de la TSX et ses modifications) ou iii) une opération admissible, une prise de contrôle inversée ou un changement dans les activités concernant l'émetteur (au sens du Guide du financement des sociétés de la Bourse de croissance TSX et ses modifications)? Si vous avez répondu «OUI», veuillez joindre des renseignements détaillés.		

5. ÉTUDES

A. TITRE(S) PROFESSIONNEL(S) - Indiquez vos titres professionnels ainsi que les ordres professionnels dont vous êtes membre. Par exemple, avocat, CA, CMA, CGA, ing., géol. et CFA, et précisez les ordres professionnels qui vous les ont octroyés ainsi que la date d'obtention.

TITRE PROFESSIONNEL et NUMÉRO DE MEMBRE	ORDRE PROFESSIONNEL et TERRITOIRE AU CANADA ou TERRITOIRE ÉTRANGER	DATE D'OBTENTION	
		MM	AA

Décrire la situation actuelle de ce titre ou de votre appartenance à l'ordre (p. ex., actif, à la retraite, non en exercice, suspendu).

--

B. Indiquez les études post-secondaires que vous avez faites en commençant par les plus récentes.

ÉTABLISSEMENT	ENDROIT	GRADE OU DIPLÔME	DATE D'OBTENTION		
			JJ	MM	AA

6. INFRACTIONS

Si vous répondez «OUI» à l'une des parties de la question 6, vous devez joindre des renseignements détaillés. **Si une réhabilitation aux termes de la *Loi sur le casier judiciaire* (L.R.C. 1985, c. C-47) vous a été accordée pour une infraction qui se rapporte à la fraude (y compris tout type d'activité frauduleuse), au détournement de fonds ou d'autres biens, au vol, à la falsification de livres ou de documents ou à des infractions similaires, vous êtes tenu d'indiquer l'infraction ayant fait l'objet de la réhabilitation dans le présent formulaire.**

	OUI	NON
A. Avez-vous déjà plaidé coupable à une accusation pour une infraction ou avez-vous été reconnu coupable d'une infraction dans un territoire au Canada ou dans un territoire étranger?		

B.	Faites-vous l'objet d'une inculpation, d'un acte d'accusation ou d'une procédure en cours relativement à une infraction dans un territoire au Canada ou dans un territoire étranger?		
C.	À votre connaissance, êtes-vous ou avez-vous déjà été, dans un territoire au Canada ou un territoire étranger au moment des faits, administrateur, dirigeant ou promoteur d'un émetteur, initié à l'égard d'un émetteur ou personne participant au contrôle d'un émetteur:		
	<i>i)</i> qui a plaidé coupable à une accusation ou été reconnu coupable d'une infraction?		
	<i>ii)</i> qui fait l'objet d'une inculpation, d'un acte d'accusation ou d'une procédure en cours relativement à une infraction?		

7. FAILLITE

Si vous répondez «OUI» à l'une des parties de la question 7, vous devez joindre des renseignements détaillés ainsi qu'une copie de toute libération ou autre document applicable. Il faut répondre «OUI» ou «NON» à CHACUNE des questions A, B et C.

		OUI	NON
A.	Au cours des 10 dernières années , dans un territoire au Canada ou un territoire étranger, avez-vous fait l'objet d'une requête de mise en faillite, avez-vous fait une cession volontaire de vos biens, avez-vous présenté une proposition aux termes d'une loi sur la faillite ou l'insolvabilité, avez-vous fait l'objet d'une procédure, d'un arrangement ou d'un concordat avec des créanciers, ou encore un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite a-t-il été nommé pour gérer votre actif?		
B.	À l'heure actuelle, êtes-vous un failli non libéré?		
C.	À votre connaissance, êtes-vous actuellement ou avez-vous déjà été, dans un territoire au Canada ou un territoire étranger et au moment des faits ou pendant les 12 mois les précédant, administrateur, dirigeant ou promoteur d'un émetteur, initié à l'égard d'un émetteur ou personne participant au contrôle d'un émetteur:		
	<i>i)</i> qui a déposé une requête de mise en faillite, a fait une cession volontaire de ses biens, a présenté une proposition aux termes d'une loi sur la faillite ou l'insolvabilité, a fait l'objet d'une procédure, d'un arrangement ou d'un concordat avec des créanciers, ou dont les actifs sont gérés par un séquestre, un séquestre-gérant ou un syndic de faillite?		
	<i>ii)</i> qui est actuellement un failli non libéré?		

8. PROCÉDURES

Si vous répondez «OUI» à l'une des parties de la question 8, vous devez joindre des renseignements détaillés.

		OUI	NON
A.	PROCÉDURES EN COURS ENGAGÉES PAR UNE AUTORITÉ EN VALEURS MOBILIÈRES OU UNE ENTITÉ D'AUTORÉGLÉMENTATION. Faites-vous actuellement l'objet, dans un territoire au Canada ou un territoire étranger, de ce qui suit:		
	<i>i)</i> un avis d'audience ou un avis similaire délivré par une autorité en valeurs mobilières ou une entité d'autoréglementation?		
	<i>ii)</i> une procédure ou, à votre connaissance, une enquête engagée par une autorité en valeurs mobilières ou une entité d'autoréglementation?		
	<i>iii)</i> des discussions ou des négociations en vue d'un règlement quelconque avec une autorité en valeurs mobilières ou une entité d'autoréglementation?		

		OUI	NON
B.	PROCÉDURES ANTÉRIEURES ENGAGÉES PAR UNE AUTORITÉ EN VALEURS MOBILIÈRES OU UNE ENTITÉ D'AUTORÉGLÉMENTATION. Avez-vous déjà fait l'objet de ce qui suit:		
	<i>i)</i> un blâme, une suspension, une amende, une sanction administrative ou une autre mesure disciplinaire de quelque nature que ce soit de la part d'une autorité en valeurs mobilières ou d'une entité d'autoréglementation dans un territoire au Canada ou un territoire étranger?		
	<i>ii)</i> une annulation, un refus, une restriction ou une suspension d'inscription ou de permis vous autorisant à négocier des titres, des contrats négociables ou des contrats à terme standardisés sur marchandises, des biens immeubles, de l'assurance ou des titres d'organismes de placement collectif de la part d'une autorité en valeurs mobilières ou d'une entité d'autoréglementation?		
	<i>iii)</i> une interdiction d'agir ou une incapacité à agir à titre d'administrateur ou de dirigeant d'un émetteur assujéti, prononcée par une autorité en valeurs mobilières ou une entité d'autoréglementation en vertu de la législation en valeurs mobilières, de la législation sur les sociétés ou de toute autre loi, ou une interdiction d'agir à titre d'administrateur, de dirigeant, de salarié, de mandataire ou de consultant d'un émetteur assujéti ou des restrictions à l'exercice de ces fonctions de la part d'une autorité en valeurs mobilières ou d'une entité d'autoréglementation?		
	<i>iv)</i> une ordonnance d'interdiction d'opérations sur valeurs, une ordonnance similaire ou une ordonnance prononcée par une autorité en valeurs mobilières ou une entité d'autoréglementation vous refusant le droit de vous prévaloir d'une dispense de prospectus ou d'inscription prévue par la loi?		
	<i>v)</i> toute autre procédure, de quelque nature que ce soit, intentée contre vous par une autorité en valeurs mobilières ou une entité d'autoréglementation?		

		OUI	NON
C.	RÈGLEMENTS AMIABLES		
	Avez-vous déjà conclu un règlement amiable avec une autorité en valeurs mobilières, une entité d'autorégulation, un procureur général ou un représentant officiel ou organisme similaire, dans un territoire au Canada ou un territoire étranger, dans le cadre d'une affaire, réelle ou présumée, de fraude, de vol, de tromperie, d'information fausse ou trompeuse, de complot, d'abus de confiance, de manquement à une obligation fiduciaire, de délit d'initié, d'opérations sur titres, sur contrats négociables ou sur contrats à terme standardisés sur marchandises sans inscription à titre de courtier, de placements illégaux, d'omission de déclarer des faits ou des changements importants ou de conduite similaire, ou un autre règlement amiable se rapportant à une autre violation de la législation en valeurs mobilières d'un territoire au Canada ou d'un territoire étranger ou des règles, des règlements ou des politiques d'une entité d'autorégulation?		

		OUI	NON
D.	À votre connaissance, êtes-vous actuellement ou avez-vous déjà été administrateur, dirigeant, ou promoteur d'un émetteur ou initié à l'égard de celui-ci ou personne participant au contrôle de celui-ci au moment d'événements, dans un territoire au Canada ou un territoire étranger, en conséquence desquels une autorité en valeurs mobilières ou une entité d'autorégulation:		
	<i>i)</i> a refusé, restreint, suspendu ou annulé l'inscription ou le permis d'un émetteur l'autorisant à négocier des titres, des contrats négociables ou des contrats à terme standardisés sur marchandises, ou à vendre des biens immeubles, de l'assurance ou des titres d'organismes de placement collectif?		
	<i>ii)</i> a rendu une ordonnance d'interdiction d'opérations sur valeurs ou une ordonnance similaire ou a imposé une sanction administrative de quelque nature que ce soit contre l'émetteur, autre qu'une ordonnance résultant de son omission de déposer des états financiers qui a été révoquée dans les 30 jours suivants?		
	<i>iii)</i> a refusé de viser un prospectus ou un autre document de placement, ou refusé une demande d'inscription ou de cotation ou une demande similaire, ou rendu une ordonnance refusant à l'émetteur le droit de se prévaloir d'une dispense de prospectus ou d'inscription prévue par la loi?		
	<i>iv)</i> a délivré un avis d'audience, un avis relatif à une procédure ou un avis similaire contre l'émetteur?		
	<i>v)</i> a engagé toute autre procédure, de quelque nature que ce soit, contre l'émetteur, y compris un arrêt ou une suspension d'opérations ou la radiation de l'émetteur, relativement à une contravention, présumée ou réelle, aux règles, règlements, politiques ou autres exigences d'une autorité en valeurs mobilières ou d'une entité d'autorégulation, à l'exclusion de suspensions ordonnées i) dans le cours normal des activités aux fins de la diffusion appropriée d'information, ou ii) en vertu d'une opération de regroupement, d'une prise de contrôle inversée, d'une inscription déguisée ou d'une opération similaire concernant l'émetteur qui		

est réglementée par une entité d'autorégulation ou une autorité en valeurs mobilières, notamment une opération admissible, une prise de contrôle inversée ou un changement dans les activités concernant l'émetteur (au sens du Guide du financement des sociétés de la Bourse de croissance TSX et ses modifications)?		
vi) a conclu un règlement amiable avec l'émetteur dans le cadre d'une affaire, réelle ou présumée, de fraude, de vol, de tromperie, d'information fausse ou trompeuse, de complot, d'abus de confiance, de manquement à une obligation fiduciaire, de délit d'initié, d'opérations sur titres, sur contrats de négociables ou sur contrats à terme standardisés sur marchandises sans inscription à titre de courtier, de placements illégaux, d'omission de déclarer des faits ou des changements importants ou de conduite similaire de l'émetteur, ou dans le cadre d'une affaire relative à toute autre violation de la législation en valeurs mobilières ou des règles, des règlements ou des politiques d'une entité d'autorégulation?		

9. PROCÉDURES CIVILES

Si vous répondez «OUI» à l'une des parties de la question 9, vous devez joindre des renseignements détaillés.

		OUI	NON
A.	JUGEMENT, SAISIE-ARRÊT ET INJONCTIONS		
	Un tribunal d'un territoire au Canada ou d'un territoire étranger a-t-il:		
	i) rendu un jugement, ordonné une saisie-arrêt, accordé une injonction ou prononcé une interdiction similaire contre vous (sur consentement ou autrement), dans le cadre d'une poursuite fondée, en totalité ou en partie, sur une affaire de fraude, de vol, de tromperie, d'information fausse ou trompeuse, de complot, d'abus de confiance, de manquement à une obligation fiduciaire, de délit d'initié, d'opérations sur titres sans inscription à titre de courtier, de placements illégaux, d'omission de déclarer des faits ou des changements importants ou sur des allégations de conduite similaire?		
	ii) rendu un jugement, ordonné une saisie-arrêt, accordé une injonction ou prononcé une interdiction similaire contre un émetteur (sur consentement ou autrement), dont vous êtes actuellement ou avez été administrateur, dirigeant ou promoteur, ou à l'égard de qui vous êtes actuellement ou avez été initié ou personne participant au contrôle, dans le cadre d'une poursuite fondée, en totalité ou en partie, sur une affaire de fraude, de vol, de tromperie, de présentation d'informations fausses ou trompeuses, de complot, d'abus de confiance, de manquement à une obligation fiduciaire, de délit d'initié, d'opérations sur titres sans inscription à titre de courtier, de placements illégaux, d'omission de déclarer des faits ou des changements importants ou sur des allégations de conduite similaire?		

		OUI	NON
B.	POURSUITES EN COURS		
	<i>i)</i> Faites-vous actuellement l'objet, dans un territoire au Canada ou un territoire étranger, d'une poursuite fondée, en totalité ou en partie, sur une affaire, réelle ou présumée, de fraude, de vol, de tromperie, d'information fausse ou trompeuse, de complot, d'abus de confiance, de manquement à une obligation fiduciaire, de délit d'initié, d'opérations sur titres sans inscription à titre de courtier, de placements illégaux, d'omission de déclarer des faits ou des changements importants ou sur des allégations de conduite similaire?		
	<i>ii)</i> À votre connaissance, êtes-vous actuellement ou avez-vous déjà été administrateur, dirigeant, promoteur d'un émetteur ou initié ou personne participant au contrôle à l'égard d'un émetteur qui fait actuellement l'objet, dans un territoire au Canada ou un territoire étranger, d'une poursuite civile fondée, en totalité ou en partie, sur une affaire, réelle ou présumée, de fraude, de vol, de tromperie, d'information fausse ou trompeuse, de complot, d'abus de confiance, de manquement à une obligation fiduciaire, de délit d'initié, d'opérations sur titres sans inscription à titre de courtier, de placements illégaux, d'omission de déclarer des faits ou des changements importants ou sur des allégations de conduite similaire?		

		OUI	NON
C.	RÈGLEMENT AMIABLE		
	<i>i)</i> Avez-vous déjà conclu un règlement amiable, dans un territoire au Canada ou un territoire étranger, dans le cadre d'une poursuite civile fondée sur une affaire, réelle ou présumée, de fraude, de vol, de tromperie, d'information fausse ou trompeuse, de complot, d'abus de confiance, de manquement à une obligation fiduciaire, de délit d'initié, d'opérations sur titres sans inscription à titre de courtier, de placements illégaux, d'omission de déclarer des faits ou des changements importants ou sur des allégations de conduite similaire?		
	<i>ii)</i> À votre connaissance, êtes-vous actuellement ou avez-vous déjà été administrateur, dirigeant ou promoteur, ou initié ou personne participant au contrôle à l'égard d'un émetteur ayant conclu un règlement amiable dans un territoire au Canada ou un territoire étranger dans le cadre d'une poursuite civile fondée sur une affaire, réelle ou présumée, de fraude, de vol, de tromperie, d'information fausse ou trompeuse, de complot, d'abus de confiance, de manquement à une obligation fiduciaire, de délit d'initié, d'opérations sur titres sans inscription à titre de courtier, de placements illégaux, d'omission de déclarer des faits ou des changements importants ou sur des allégations de conduite similaire?		

10. RÔLE AUPRÈS D'AUTRES ENTITÉS

	OUI	NON
A. Avez-vous déjà été suspendu ou congédié pour un motif justifié d'un poste occupé dans les services de vente, de placement ou de conseil d'un employeur ayant pour activités la vente de biens immobiliers, d'assurance ou de titres d'organismes de placement collectif? Si vous répondez «OUI», veuillez joindre des renseignements détaillés.		
B. Avez-vous déjà été suspendu ou congédié pour un motif justifié par une entreprise ou une société inscrite à titre de courtier en valeurs, de conseiller en valeurs ou de placeur aux termes des lois sur les valeurs mobilières d'un territoire au Canada ou d'un territoire étranger? Si vous répondez «OUI», veuillez joindre des renseignements détaillés.		
C. Avez-vous déjà été suspendu ou congédié pour un motif justifié comme dirigeant d'un émetteur? Si vous répondez «OUI», veuillez joindre des renseignements détaillés.		

APPENDICE 1

PARTIE B ATTESTATION ET CONSENTEMENT

Je soussigné, _____ atteste que:
(Nom de la personne, en caractères d'imprimerie)

a) J'ai lu et compris les questions, avertissements, attestations et consentements contenus dans le formulaire de renseignements personnels auquel la présente est jointe ou dont elle fait partie (le formulaire) et les réponses que j'ai faites aux questions qu'il contient et dans les pièces qui y sont jointes sont exactes, sauf là où il est indiqué que ces renseignements sont fondés sur la connaissance que j'en ai, auquel cas je crois que les réponses sont exactes.

b) On m'a remis la politique concernant la collecte de renseignements personnels qui figure à l'Appendice 2 de l'Annexe A de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus* (la «politique de collecte de renseignements personnels»), je l'ai lue et comprise.

c) Je consens à la collecte, à l'utilisation et à la communication par l'une des autorités en valeurs mobilières ou l'un des agents responsables figurant à l'Appendice 3 de l'Annexe A de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus* (désignés ensemble comme les «autorités») des renseignements fournis dans le formulaire et à la collecte, à l'utilisation et à la communication par les autorités d'autres renseignements personnels conformément à la politique de collecte de renseignements personnels, notamment à la collecte, à l'utilisation et à la communication par les autorités

des renseignements donnés dans le formulaire en relation avec le dépôt du prospectus de l'émetteur et de tout autre émetteur dans les cas suivants:

- i)* je suis ou serai administrateur, membre de la haute direction ou promoteur ;
 - ii)* je suis ou serai administrateur, membre de la haute direction d'un promoteur de l'émetteur, dans le cas d'un promoteur qui n'est pas une personne physique;
 - iii)* je suis ou serai administrateur ou membre de la haute direction du gestionnaire de fonds d'investissement, dans le cas d'un fonds d'investissement.
- d)* Je comprends que je fournis le formulaire aux autorités que je suis assujéti à la compétence de ces autorités et que le fait de leur fournir une information fausse ou trompeuse en relation avec le dépôt du prospectus de l'émetteur ou de tout autre émetteur dont je suis ou serai administrateur, membre de la haute direction ou promoteur constitue une contravention à la législation provinciale et territoriale en valeurs mobilières.

Date [dans les 30 jours de la date du prospectus provisoire]

Signature de la personne qui remplit le formulaire

APPENDICE 2 POLITIQUE CONCERNANT LA COLLECTE DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Les autorités en valeurs mobilières et les agents responsables (les «autorités») indiqués à l'Annexe A de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus* recueillent les renseignements personnels du formulaire de renseignements personnels au sens de cette règle (le «formulaire de renseignements personnels») en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés par la législation provinciale et territoriale en valeurs mobilières. Conformément à la législation en valeurs mobilières, ils ne rendent public aucun renseignement fourni dans le formulaire de renseignements personnels.

Les autorités recueillent les renseignements du formulaire de renseignements personnels aux fins de l'application de la législation provinciale et territoriale en valeurs mobilières, y compris les dispositions qui les obligent ou les autorisent à refuser de viser un prospectus s'ils ont des motifs raisonnables de croire, sur le fondement de la conduite passée des membres de la direction ou des promoteurs de l'émetteur, que les activités de l'émetteur ne seront pas exercées avec intégrité et dans l'intérêt des porteurs.

Vous comprenez qu'en signant l'attestation et le consentement figurant dans le formulaire de renseignements personnels, vous consentez à ce que l'émetteur fournisse les renseignements personnels donnés dans le formulaire de renseignements personnels (les «renseignements») aux autorités et à ce que ceux-ci utilisent les renseignements ainsi que toute autre information nécessaire à l'application de la législation provinciale et territoriale en valeurs mobilières, ce qui peut donner lieu à la collecte et à l'utilisation d'information provenant d'organismes d'application de la loi, d'autres autorités de réglementation publiques ou non publiques, d'organismes d'autoréglementation, de bourses et de systèmes de cotation et de déclaration d'opérations, pour vérifier vos antécédents, contrôler les renseignements, mener des enquêtes et prendre les mesures d'application nécessaires au respect de la législation provinciale et territoriale en valeurs mobilières. Votre consentement s'appliquera aussi à la collecte, à l'utilisation et à la communication des renseignements indiqués ci-dessus en relation avec le dépôt d'autres prospectus de l'émetteur et de tout autre émetteur, dans les cas suivants:

a) vous êtes ou serez administrateur, membre de la haute direction ou promoteur de l'émetteur;

b) vous êtes ou serez administrateur ou membre de la direction d'un promoteur de l'émetteur, dans le cas où le promoteur n'est pas une personne physique;

c) dans le cas d'un émetteur qui est un fonds d'investissement, vous êtes ou serez administrateur ou membre de la haute direction du gestionnaire de fonds d'investissement.

Vous comprenez que l'émetteur est tenu de fournir les renseignements aux autorités parce qu'il a déposé un prospectus conformément à la législation provinciale et territoriale en valeurs mobilières. Vous comprenez également que vous avez le droit d'être informé de l'existence de tous les renseignements nominatifs que tiennent à votre sujet les autorités d'en obtenir communication et de demander qu'ils soient corrigés, sous réserve des dispositions applicables des lois sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels en vigueur dans chaque province et territoire.

Vous comprenez et convenez également que les renseignements recueillis par les autorités peuvent, conformément à la loi, être communiqués et utilisés aux fins susmentionnées. Les autorités peuvent également avoir recours à des tiers pour traiter les renseignements. Le cas échéant, les tiers seront sélectionnés soigneusement et devront se conformer aux restrictions à l'utilisation indiquées ci-dessus ainsi qu'aux lois provinciales et fédérales sur la protection des renseignements personnels.

Mise en garde: Commet une infraction quiconque présente de l'information qui, au moment et eu égard aux circonstances de sa présentation, est fausse ou trompeuse sur un point important.

Questions

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte, l'utilisation et la communication des renseignements personnels à l'autorité du territoire dans lequel ces renseignements sont déposés, à l'adresse et au numéro de téléphone figurant à l'Appendice 3.

APPENDICE 3

AGENTS RESPONSABLES ET AUTORITÉS EN VALEURS MOBILIÈRES

Territoire intéressé	Agent responsable et autorité en valeurs mobilières
Alberta	Securities Review Officer Alberta Securities Commission Suite 600 250 – 5 th Street S.W. Calgary (Alberta) T2P 0R4 Téléphone: 403-297-6454 Courriel: inquiries@seccom.ab.ca www.albertasecurities.com
Colombie-Britannique	Review Officer British Columbia Securities Commission P.O. Box 10142 Pacific Centre 701 West Georgia Street Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2 Téléphone: 604-899-6854 Sans frais en Colombie-Britannique et en Alberta: 1-800-373-6393 Courriel: inquiries@bcsc.bc.ca www.bcsc.bc.ca
Île-du-Prince-Édouard	Deputy Registrar, Securities Division Shaw Building 95 Rochford Street, P.O. Box 2000, 4 th Floor Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8 Téléphone: 902-368-4550 www.gov.pe.ca/securities
Manitoba	Le Directeur Financement des entreprises Commission des valeurs mobilières du Manitoba 500 – 400 St. Mary Avenue Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5 Téléphone: 204-945-2548 Courriel: securities@gov.mb.ca

www.msc.gov.mb.ca

Nouveau-Brunswick

Directeur des services financiers généraux et chef des finances
Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
Téléphone: 506-658-3060
Télécopieur: 506-658-3059
Courriel: information@nbsc-cvmnb.ca

Nouvelle-Écosse

Deputy Director, Compliance and Enforcement
Nova Scotia Securities Commission
P.O Box 458
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P8
Téléphone: 902-424-5354
www.gov.ns.ca/nssc

Nunavut

Surintendant des valeurs mobilières
Gouvernement du Nunavut
Legal Registries Division
P.O. Box 1000 – Station 570
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0
Téléphone: 867-975-6590

Ontario

Administrative Assistant to the Director of Corporate Finance
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
19th Floor, 20 Queen Street West
Toronto (Ontario) M5H 2S8
Téléphone: 416-597-0681
Courriel: inquiries@osc.gov.on.ca
www.osc.gov.on.ca

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, Tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à l'information
Téléphone: 514-395-0337
Sans frais au Québec: 1-877-525-0337
www.lautorite.qc.ca

Saskatchewan	<p>Director Saskatchewan Financial Services Commission Suite 601, 1919 Saskatchewan Drive Regina (Saskatchewan) S4P 4H2 Téléphone: 306-787-5842 www.sfsc.gov.sk.ca</p>
Terre-Neuve-et-Labrador	<p>Director of Securities Department of Government Services and Lands P.O. Box 8700 West Block, 2nd Floor, Confederation Building St. John's (Terre-Neuve) A1B 4J6 Téléphone: 709-729-4189 www.gov.nf.ca/gsl/cca/s</p>
Territoires du Nord-Ouest	<p>Surintendant des valeurs mobilières Ministère de la Justice Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest C.P. 1320 Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9 Téléphone: 867-873-7490 www.justice.gov.nt.ca/SecuritiesRegistry</p>
Yukon	<p>Surintendant des valeurs mobilières Ministère de la Justice Andrew A. Philipsen Law Centre 2130 – 2nd Avenue, 3rd Floor Whitehorse (Yukon) Y1A 5H6 Téléphone: 867-667-5005</p>

APPENDICE 4 FORMULAIRES DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DÉJÀ DÉPOSÉS

ATTESTATION

Les formulaires de renseignements personnels des personnes physiques énumérées dans le tableau ci-dessous (les «personnes physiques») ont déjà été déposés auprès d'une ou plusieurs autorités en valeurs mobilières ou d'un ou plusieurs des agents responsables (les «autorités») figurant à l'Appendice 3 de l'Annexe A de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus* (les «formulaires de renseignements personnels») dans le cadre du dépôt d'un prospectus par l'émetteur (l'«émetteur»). Ces formulaires de renseignements personnels contiennent les renseignements concernant les personnes physiques à l'égard desquelles un émetteur était auparavant tenu de fournir les renseignements prévus à la partie 9 de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus*, à la partie 4 de la Norme canadienne 44-101 sur le

placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié ou à la partie 2 de la Norme canadienne 81-101 sur le *régime de prospectus des organismes de placement collectif*.

L'émetteur confirme ce qui suit:

a) une copie conforme du formulaire de renseignements personnels de chacune des personnes physiques:

i) soit est annexée à la présente attestation, selon ce qui est indiqué dans le tableau ci-dessous;

ii) soit a été déposée sous la dénomination de l'émetteur et sous le numéro de projet SEDAR correspondant indiqué dans le tableau ci-dessous*;

Nom de la personne physique	Dénomination de l'émetteur et numéro de projet SEDAR correspondant (s'il est connu)	Formulaire de renseignements personnels (cocher la case s'il est annexé)

b) chacune des personnes physiques a indiqué à l'émetteur que ses réponses aux questions suivantes dans son formulaire de renseignements personnels restent exactes à la date indiquée ci-dessous:

i) les parties B et C de la question 4 et les questions 6 à 9 si le formulaire de renseignements personnels a été transmis à l'autorité avant le [insérer la date d'entrée en vigueur des modifications];

ii) les questions 6 à 10 si le formulaire de renseignements personnels a été transmis à l'autorité après le [insérer la date d'entrée en vigueur des modifications];

c) chacune des personnes physiques a indiqué à l'émetteur qu'elle comprenait que sa déclaration concernant l'exactitude des réponses indiquées ci-dessus dans son formulaire de renseignements personnels visé à l'alinéa b est fournie aux autorités figurant à l'Appendice 3 de l'Annexe A de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus* et que le fait de leur présenter une information fausse ou trompeuse constitue une contravention à la législation en valeurs mobilières.

Date: _____ [dans les 30 jours de la date du prospectus provisoire]

Dénomination de l'émetteur

Par: _____

Nom

Titre officiel

(Nom de la personne qui signe au nom de l'émetteur, en caractères d'imprimerie)

* Si le formulaire de renseignements personnels concernant une personne physique n'a pas été déposé précédemment auprès de l'autorité principale (au sens de la Norme multilatérale 11-102 sur le *régime de passeport*) de l'émetteur, celui-ci doit joindre à la présente attestation une copie conforme du formulaire de renseignements personnels conformément au sous-alinéa *i* de l'alinéa *a*, ci-dessus, et ne peut se prévaloir de l'option prévue au sous-alinéa *ii* de cet alinéa. Si ce formulaire n'a pas été déposé précédemment auprès d'une autorité autre que l'autorité principale et si l'émetteur souhaite déposer son prospectus auprès de cette autorité, celle-ci peut demander une copie du formulaire de renseignement personnels prévu au sous-alinéa *i* de l'alinéa *a*, ci-dessus.».

12. L'Annexe C de cette règle est modifiée par le remplacement des mots «Je soussigné accepte la désignation comme mandataire aux fins de signification de [indiquer le nom de l'émetteur] conformément aux modalités de l'acte ci-dessus.» par les mots «Je soussigné accepte la désignation comme mandataire aux fins de signification de [indiquer le nom du déposant] conformément aux modalités de l'acte ci-dessus.».

13. L'Annexe 41-101A1 de cette règle est modifiée:

1° par le remplacement, dans la rubrique 1.4, des paragraphes 2 et 3 par les suivants:

«2) Si une position de surallocation est possible:

a) indiquer les modalités de l'option;

b) inclure la mention suivante:

«Le souscripteur ou l'acquéreur de [*indiquer le type de titres placés au moyen du prospectus*] compris dans la position de surallocation des placeurs

acquiert ces titres en vertu du prospectus, que la position soit couverte par l'exercice de l'option de surallocation ou par des achats sur le marché secondaire.

«3) Dans le cas d'un placement pour compte, remplir les obligations suivantes:

a) si un montant minimum de placement est nécessaire pour permettre à l'émetteur d'atteindre un ou plusieurs des objectifs du placement, indiquer le montant minimum et maximum du placement;

b) si un montant minimum de placement n'est pas nécessaire pour permettre à l'émetteur d'atteindre les objectifs du placement, donner la mention suivante en caractères gras:

«Il n'y a pas de minimum de fonds à réunir dans le cadre du placement. L'émetteur pourrait donc réaliser le placement même s'il ne réunit qu'une petite partie du montant du placement indiqué ci-dessus.»»;

2° par l'insertion, dans le paragraphe 1 de la rubrique 1.9 et après le mot «catégorie» des mots «ou série»;

3° par le remplacement de la rubrique 1.12 par la suivante:

«1.12. Exécution des jugements à l'encontre de personnes étrangères

Si l'émetteur, un administrateur de l'émetteur, un porteur vendeur ou toute autre personne qui signe ou fournit une attestation en vertu de la partie 5 de la règle ou d'autres textes de la législation en valeurs mobilières est constitué ou prorogé sous le régime des lois d'un territoire étranger ou qu'il réside à l'étranger, inscrire la mention suivante sur la page de titre ou sous une rubrique distincte du prospectus, en donnant l'information entre crochets:

«[L'émetteur, l'administrateur de l'émetteur, le porteur vendeur ou toute autre personne qui signe ou fournit une attestation en vertu de la partie 5 de la règle ou d'autres textes de la législation en valeurs mobilières] est constitué ou prorogé sous le régime des lois d'un territoire étranger ou réside à l'étranger. Bien qu'il ait désigné [nom et adresse de chaque mandataire aux fins de signification] comme mandataire[s] aux fins de signification [au/en] [indiquer les territoires visés], il se peut que les investisseurs ne puissent faire exécuter contre lui les jugements rendus au Canada.»»;

4° par l'addition, à la fin de la rubrique 5.4, de la phrase suivante:

«Pour l'application de la présente rubrique, l'information de remplacement prévue au sous-alinéa *ii* des instructions de la rubrique 5.4 de l'Annexe 51-101A2 ne s'applique pas.»;

5° par le remplacement, dans la rubrique 6.3, du paragraphe 2 par ce qui suit:

«2) Si la clôture du placement est subordonnée à un montant minimum du placement, préciser l'emploi du produit selon le montant minimum et maximum du placement.

«3) Si les conditions suivantes sont réunies, indiquer comment l'émetteur emploiera le produit, par rapport à divers seuils potentiels de produit, dans le cas où il réunirait un montant inférieur au montant maximum du placement:

a) la clôture du placement n'est pas subordonnée à un montant minimum du placement;

b) le placement est effectué pour compte;

c) l'émetteur a des dépenses inévitables à court terme significatives, notamment pour les besoins généraux de l'entreprise, ou des engagements de capital ou contractuels à court terme significatifs et il se peut qu'il n'ait pas d'autres ressources facilement accessibles pour y faire face;

«4) S'il est tenu de fournir l'information prévue au paragraphe 3, l'émetteur doit analyser, par rapport à chaque seuil, l'incidence de la collecte de la somme en cause, le cas échéant, sur sa liquidité, son exploitation, ses ressources en capital et sa solvabilité.

«INSTRUCTIONS

Si l'émetteur est tenu de fournir l'information sur l'emploi du produit à différents seuils conformément aux paragraphes 3 et 4 de la rubrique 6.3, donner en exemple un seuil correspondant à la réception d'une petite partie du placement.»;

6° par le remplacement, dans la rubrique 8.5, de «1» par «2»;

7° par le remplacement, dans la rubrique 10.5, du premier paragraphe par le suivant:

«Si le prospectus vise le placement de titres émis lors de l'exercice de bons de souscription spéciaux ou d'autres titres acquis sous le régime d'une dispense de prospectus, donner la mention suivante dans le prospectus pour indiquer que les porteurs disposent d'un droit contractuel de résolution:»;

8° par le remplacement, dans la rubrique 13.1, du premier paragraphe par le suivant:

«Donner l'information suivante sur chaque catégorie ou série de titres de l'émetteur placés au moyen du prospectus et de titres permettant d'obtenir, par voie de conversion ou d'échange, des titres de chacune de ces catégories ou séries, pour la période de 12 mois précédant la date du prospectus:»;

9° par le remplacement, dans la rubrique 13.2, des paragraphes 1 et 2 par les suivants:

«1) Indiquer le marché canadien sur lequel les titres suivants de l'émetteur se négocient ou à la cote duquel ils sont inscrits ainsi que les fourchettes des cours et le volume sur le marché canadien où se négocie habituellement le plus gros volume de titres:

a) chaque catégorie ou série de titres placés au moyen du prospectus;

b) les titres de l'émetteur que l'on peut obtenir par voie de conversion ou d'échange des titres de ces catégories ou séries.

«2) Si les titres suivants de l'émetteur ne sont ni inscrits à la cote d'un marché canadien ni négociés sur un marché canadien, mais sont inscrits à la cote d'un marché étranger ou négociés sur un tel marché, indiquer de quel marché étranger il s'agit ainsi que la fourchette des cours et le volume négocié sur le marché étranger où se négocie habituellement le plus gros volume de titres:

a) chaque catégorie ou série de titres placés au moyen du prospectus;

b) les titres de l'émetteur que l'on peut obtenir par voie de conversion ou d'échange des titres de ces catégories ou séries.»;

10° par l'insertion, après la rubrique 30.2, de la suivante:

«30.3. Titres convertibles, échangeables ou exerçables

Dans le cas d'un placement de titres convertibles, échangeables ou exerçables, inclure une mention semblable à la suivante:

«Les investisseurs sont avisés que, dans le cadre d'un placement de *[indiquer le nom des titres convertibles, échangeables ou exerçables]*, le droit d'action légal en dommages-intérêts pour information fausse ou trompeuse contenue dans le prospectus se limite, selon la législation en valeurs mobilières de certaines provinces [et

de certains territoires], au prix auquel les [indiquer le nom des titres convertibles, échangeables ou exerçables] sont offerts à l'occasion du placement. Ainsi, en vertu de la législation en valeurs mobilières de certaines provinces [et de certains territoires], le souscripteur ou l'acquéreur ne peut exercer ce droit pour recouvrer les sommes additionnelles versées [à la conversion, à l'échange ou à l'exercice] des titres. On se reportera aux dispositions applicables et on consultera éventuellement un avocat.»»;

11° par le remplacement de la rubrique 32.1 par la suivante:

«32.1. Interprétation du terme «émetteur»

1) Les états financiers de l'émetteur à inclure dans le prospectus aux termes de la présente rubrique sont les suivants:

a) les états financiers des entités absorbées qui exerçaient ou exerceront les activités de l'émetteur, même si ces entités sont ou étaient des personnes morales différentes, si l'émetteur existe depuis moins de 3 ans;

b) les états financiers de toute entreprise acquise par l'émetteur dans les 3 années précédant la date du prospectus ou devant l'être, si un investisseur raisonnable, à la lecture du prospectus, considérerait que les activités principales de l'émetteur sont celles de l'entreprise acquise par celui-ci ou devant l'être;

c) les états financiers cumulés retraités de l'émetteur et de toute entité avec laquelle il a conclu une opération dans les 3 années précédant la date du prospectus ou projette d'en conclure une, si l'opération a été ou sera comptabilisée comme un regroupement dans lequel toutes les entités ou les entreprises regroupées sont contrôlées de façon non temporaire par la ou les mêmes parties avant et après le regroupement.

2) L'émetteur assujetti n'est pas tenu d'inclure les états financiers relatifs à une acquisition à laquelle s'applique l'alinéa *a* ou *b* du paragraphe 1 s'il remplit les conditions suivantes:

a) il était émetteur assujetti dans un territoire du Canada:

i) soit à la date d'acquisition, dans le cas d'une acquisition réalisée;

ii) soit immédiatement avant le dépôt du prospectus, dans le cas d'une acquisition projetée;

b) son actif principal ne consiste pas dans des espèces, des quasi-espèces ou son inscription à la cote;

c) il fournit l'information à l'égard de l'acquisition réalisée ou projetée conformément à la rubrique 35.»;

12° par le remplacement de la rubrique 32.4 par la suivante:

«32.4. Exceptions à l'obligation de présenter les états financiers annuels

1) Malgré la rubrique 32.2, il n'est pas nécessaire d'inclure dans le prospectus les états financiers suivants:

a) l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres ni le tableau des flux de trésorerie du troisième exercice le plus récent lorsque l'émetteur est émetteur assujéti dans au moins un territoire au moment du dépôt du prospectus;

b) l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres ni le tableau des flux de trésorerie du troisième exercice le plus récent ni les états financiers du deuxième exercice le plus récent lorsque les conditions suivantes sont remplies:

i) l'émetteur est émetteur assujéti dans au moins un territoire au moment du dépôt du prospectus;

ii) l'émetteur inclut les états financiers d'un exercice terminé:

A) moins de 90 jours avant la date du prospectus;

B) moins de 120 jours avant la date du prospectus dans le cas d'un émetteur émergent;

c) l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie du troisième exercice le plus récent ni l'état de la situation financière du deuxième exercice le plus récent lorsque l'émetteur inclut les états financiers d'un exercice terminé moins de 90 jours avant la date du prospectus;

d) l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie du troisième exercice le plus récent ni les états financiers du deuxième exercice le plus récent lorsque les conditions suivantes sont remplies:

i) l'émetteur est émetteur assujéti dans au moins un territoire au moment du dépôt du prospectus;

ii) l'émetteur inclut les états financiers audités d'une période comptable d'au moins 9 mois commençant le lendemain de la clôture du dernier exercice pour lequel des états financiers doivent être présentés en vertu de la rubrique 32.2;

iii) les activités de l'émetteur ne sont pas de nature saisonnière;

iv) aucun des états financiers à présenter en vertu de la rubrique 32.2 ne vise une période comptable de moins de 9 mois;

e) l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie du troisième exercice le plus récent ni l'état de la situation financière du deuxième exercice le plus récent lorsque les conditions suivantes sont remplies:

i) l'émetteur inclut les états financiers audités d'une période comptable d'au moins 9 mois commençant le lendemain de la clôture du dernier exercice pour lequel des états financiers doivent être présentés en vertu de la rubrique 32.2;

ii) les activités de l'émetteur ne sont pas de nature saisonnière;

iii) aucun des états financiers à présenter en vertu de la rubrique 32.2 ne vise une période comptable de moins de 9 mois;

f) les états financiers individuels de l'émetteur et de l'autre entité pour les périodes comptables précédant la date de l'opération, si les états financiers cumulés retraités de l'émetteur et de l'autre entité sont inclus dans le prospectus en vertu de l'alinéa *c* de la rubrique 32.1.

2) Les alinéas *a*, *b* et *d* du paragraphe 1 ne s'appliquent pas à l'émetteur dans les 2 cas suivants:

a) son actif principal consiste dans des espèces, des quasi-espèces ou son inscription à la cote;

b) à l'égard des états financiers d'un acquéreur par prise de contrôle inversée pour une opération réalisée ou projetée effectuée par l'émetteur qui a été ou sera comptabilisée comme une prise de contrôle inversée.»;

13° par l'insertion, dans la rubrique 32.5 et après le sous-alinéa *i* de l'alinéa *b*, du suivant:

«*i.1)* l'auditeur n'a pas délivré de rapport sur ces états financiers;»;

14° par l'addition, après la rubrique 32.6, des suivantes:

«32.7. États financiers pro forma relatifs à une acquisition

1) Inclure les états financiers pro forma prévus au paragraphe 2 à l'égard d'une acquisition réalisée ou projetée pour laquelle il faut fournir des états financiers en vertu de la rubrique 32.1, lorsque les 2 conditions suivantes sont réunies:

a) une période inférieure à 9 mois de l'exploitation de l'entreprise acquise a été présentée dans les derniers états financiers audités de l'émetteur inclus dans le prospectus;

b) l'inclusion des états financiers pro forma est nécessaire pour que le prospectus révèle de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif aux titres faisant l'objet du placement.

2) Pour l'application du paragraphe 1, inclure:

a) un état de la situation financière pro forma de l'émetteur à la date de son dernier état de la situation financière inclus dans le prospectus, qui tient compte, comme si elle avait eu lieu à la date de l'état de la situation financière pro forma, de l'acquisition qui a été réalisée ou qui le sera, mais qui n'a pas été constatée dans son dernier état de la situation financière annuel ou intermédiaire;

b) un compte de résultat pro forma de l'émetteur qui tient compte de l'acquisition qui a été réalisée ou qui le sera, depuis le début du dernier exercice pour lequel il a inclus des états financiers dans le prospectus, comme si elle avait eu lieu au début de cet exercice, pour chacune des périodes comptables suivantes:

i) le dernier exercice pour lequel l'émetteur a inclus des états financiers dans son prospectus;

ii) la période intermédiaire pour laquelle l'émetteur a inclus un rapport financier intermédiaire dans son prospectus, qui a commencé après l'exercice visé au sous-alinéa *i* et s'est terminée:

A) dans le cas d'une acquisition réalisée, immédiatement avant ou, à la discrétion de l'émetteur, après la date d'acquisition;

B) dans le cas d'une acquisition projetée, immédiatement avant la date de dépôt du prospectus, comme si l'acquisition avait été réalisée avant le dépôt du prospectus et que la date d'acquisition était la date du prospectus;

c) le résultat par action pro forma selon les états financiers pro forma visés à l'alinéa *b*.

3) L'émetteur qui est tenu d'inclure des états financiers pro forma dans son prospectus en vertu du paragraphe 1 ou 2 satisfait aux obligations suivantes sauf en regard de l'alinéa *f*:

a) il indique chaque acquisition dans les états financiers pro forma si ces derniers tiennent compte de plus d'une acquisition;

b) il inclut les éléments suivants dans les états financiers pro forma:

i) les ajustements attribuables à chaque acquisition pour laquelle il existe des engagements fermes et dont l'incidence totale sur le plan financier peut être établie de façon objective;

ii) les ajustements visant à rendre les montants utilisés pour l'entreprise conformes aux méthodes comptables de l'émetteur;

iii) une description des hypothèses sous-jacentes en fonction desquelles les états financiers pro forma sont établis, avec un renvoi à l'ajustement pro forma correspondant;

c) si la date de clôture de l'exercice de l'entreprise diffère de celle de l'émetteur assujéti de plus de 93 jours, il doit, pour établir le compte de résultat pro forma pour son dernier exercice, reconstituer un compte de résultat de l'entreprise pour une période de 12 mois consécutifs se terminant au plus 93 jours avant ou après la date de clôture de l'exercice de l'émetteur, en additionnant les résultats d'une période intermédiaire ultérieure au dernier exercice de l'entreprise et en déduisant les résultats intermédiaires de la période correspondante de l'exercice précédent;

d) lorsqu'il reconstitue un compte de résultat conformément à l'alinéa *c*, il indique, sur la première page des états financiers pro forma, la période visée par le compte de résultat et précise dans une note que les états financiers de l'entreprise ayant servi à établir les états financiers pro forma ont été établis dans ce but et ne sont pas conformes aux états financiers de l'entreprise présentés ailleurs dans le prospectus;

e) s'il est tenu d'établir un compte de résultat pro forma pour une période intermédiaire prévue à l'alinéa *b* du paragraphe 2, il doit, lorsque le compte de résultat pro forma du dernier exercice comprend des résultats de l'entreprise qui sont également inclus dans le compte de résultat pro forma pour la période intermédiaire, indiquer dans une note des états financiers pro forma les produits des activités ordinaires, les charges et le résultat des activités poursuivies inclus dans chaque compte de résultat pro forma pour la période de chevauchement;

f) l'audit de l'état des résultats pour la période théorique visée à l'alinéa *c* n'est pas nécessaire.

«32.8. États financiers pro forma relatifs à des acquisitions multiples

Malgré le paragraphe 1 de la rubrique 32.7, il n'est pas nécessaire d'inclure dans le prospectus les états financiers pro forma qui sont normalement exigés pour chaque acquisition si l'émetteur inclut dans son prospectus des états financiers pro forma qui:

a) reflètent les résultats de chaque acquisition réalisée depuis le début du dernier exercice de l'émetteur pour lequel des états financiers de l'émetteur sont inclus dans le prospectus;

b) sont établis comme si chaque acquisition avait eu lieu au début du dernier exercice de l'émetteur pour lequel des états financiers de l'émetteur sont inclus dans le prospectus.

«32.9. Dispense de l'inclusion d'états financiers relatifs aux acquisitions de terrains pétrolifères ou gazéifères

1) L'émetteur est dispensé de l'application des rubriques 32.2, 32.3 et 32.7 qui s'appliqueraient à une acquisition réalisée ou projetée par l'effet de la rubrique 32.1 lorsque les conditions suivantes sont réunies:

a) l'acquisition vise une entreprise qui constitue une participation dans des terrains pétrolifères ou gazéifères;

b) il s'agit d'une acquisition visée à la rubrique 32.1;

c) il ne s'agit pas d'une acquisition de titres d'un autre émetteur, à moins que le vendeur ait cédé l'entreprise visée à l'alinéa *a* à cet autre émetteur qui remplit les 2 conditions suivantes:

i) il a été créé dans le seul but de permettre l'acquisition;

ii) hormis les actifs ou les activités de l'entreprise cédée,

il n'a:

A) ni actifs substantiels;

B) ni historique d'exploitation;

d) l'émetteur ne peut fournir à l'égard de l'acquisition les états financiers qui sont normalement prévus aux rubriques 32.2 et 32.3 parce qu'ils n'existent pas ou qu'il n'y a pas accès;

e) l'acquisition ne constitue pas une prise de contrôle inversée;

f) sous réserve des paragraphes 2 et 3, à l'égard de l'entreprise pour chacune des périodes comptables pour lesquelles des états financiers devraient normalement être présentés en vertu des rubriques 32.2 et 32.3, le prospectus comprend l'information suivante:

i) un compte de résultat opérationnel de l'entreprise établi conformément à l'article 3.17 de la Norme canadienne 52-107 sur les *principes comptables et normes d'audit acceptables*;

ii) un compte de résultat opérationnel pro forma de l'émetteur qui tient compte de l'acquisition réalisée ou à réaliser depuis le début du dernier exercice pour lequel il a déposé des états financiers, comme si elle avait été réalisée au début de cet exercice, pour chacune des périodes comptables visées à l'alinéa b du paragraphe 2 de la rubrique 37.2, sauf dans les 2 cas suivants:

A) une période de plus de 9 mois de l'exploitation de l'entreprise acquise a été présentée dans les derniers états financiers audités de l'émetteur inclus dans le prospectus;

B) l'inclusion des états financiers pro forma n'est pas nécessaire pour que le prospectus révèle de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif aux titres faisant l'objet du placement;

iii) une description du ou des terrains et de la participation acquise par l'émetteur;

iv) les volumes de production annuelle de pétrole et de gaz de l'entreprise;

g) le compte de résultat opérationnel des 3 derniers exercices a été audité;

h) le prospectus donne l'information suivante:

i) les réserves estimatives et les produits des activités ordinaires nets futurs afférents estimatifs attribuables à l'entreprise, les hypothèses importantes utilisées dans l'établissement des estimations, ainsi que l'identité et la relation avec l'émetteur ou le vendeur de la personne qui a établi les estimations;

ii) les volumes estimatifs de production de pétrole et de gaz de l'entreprise pour le premier exercice reflétés dans les estimations prévues au sous-alinéa *i*.

2) L'émetteur est dispensé de l'application des sous-alinéas *i*, *ii* et *iv* de l'alinéa *f* du paragraphe 1 lorsque les conditions suivantes sont réunies:

a) la production, les produits des activités ordinaires bruts, les charges liées aux redevances, les coûts de production et le résultat opérationnel de l'entreprise pour chaque période comptable étaient nuls ou l'on peut raisonnablement penser qu'ils le seront;

b) le prospectus fait état des faits pertinents visés à l'alinéa *a*.

3) L'émetteur est dispensé de l'application des alinéas *f* et *g* du paragraphe 1 à l'égard du troisième exercice le plus récent lorsqu'il a réalisé l'acquisition et a inclus dans le prospectus les éléments suivants:

a) l'information prévue à l'Annexe 51-101A1 de la Norme canadienne 51-101 sur *l'information concernant les activités pétrolières et gazières*, arrêtée à la date d'acquisition ou après celle-ci et remontant à moins de 6 mois avant la date du prospectus provisoire;

b) un rapport sur les données relatives aux réserves comprises dans l'information à fournir en vertu de l'alinéa *a* établi conformément à l'Annexe 51-101A2 de la Norme canadienne 51-101 sur *l'information concernant les activités pétrolières et gazières*;

c) un rapport établi conformément à l'Annexe 51-101A3 de la Norme canadienne 51-101 sur *l'information concernant les activités pétrolières et gazières*, qui fait renvoi à l'information à fournir en vertu de l'alinéa *a*.»;

15° dans la rubrique 35.1:

a) par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

«1) La présente rubrique ne s'applique pas:

a) à une opération réalisée ou projetée par l'émetteur qui a été ou sera une prise de contrôle inversée, ni à une prise de contrôle inversée projetée qui a progressé au point où une personne raisonnable jugerait la probabilité de sa réalisation élevée;

b) à une acquisition réalisée ou projetée lorsque sont réunies les conditions suivantes:

i) l'émetteur se trouve dans l'une ou l'autre des 2 situations suivantes:

A) son actif principal consiste dans des espèces, des quasi-espèces ou son inscription à la cote;

B) il n'était émetteur assujetti dans aucun territoire:

I) à la date d'acquisition, dans le cas d'une acquisition réalisée;

II) immédiatement avant le dépôt du prospectus, dans le cas d'une acquisition projetée;

ii) la rubrique 32 s'y applique par l'effet de la rubrique 32.1.»;

b) par la suppression du paragraphe 2;

16° par le remplacement, dans la rubrique 35.3, de ce qui précède le sous-alinéa *i* de l'alinéa *d* du paragraphe 1 par ce qui suit:

«*d)* la date d'acquisition remonte à:»;

17° par le remplacement, dans la rubrique 35.4, du mot «réflétée» par le mot «présentée»;

18° dans la rubrique 35.7:

a) par le remplacement, dans ce qui précède l'alinéa *a*, du mot «inclus» par le mot «incluse»;

b) par le remplacement, dans l'alinéa *a*, des mots «au cours du dernier exercice» par les mots «depuis le début du dernier exercice».

14. L'Annexe 41-101A2 de cette règle est modifiée:

1° par le remplacement de l'instruction 7 par la suivante:

«7) *Présenter l'information dans l'ordre prévu et avec les rubriques prescrites. Si l'annexe ne comporte pas de titre sous une rubrique, le fonds d'investissement peut inclure des titres, à son choix, sous la rubrique prévue.»;*

2° par le remplacement, dans la rubrique 1.4, des paragraphes 3 et 4 par les suivants:

«3) Si une option de surallocation ou une option visant à augmenter la taille du placement avant la clôture est prévue:

a) indiquer les modalités de l'option;

b) inclure la mention suivante:

«Le souscripteur ou l'acquéreur de *[indiquer le type de titres placés au moyen du prospectus]* compris dans la position de surallocation des placeurs acquiert ces titres en vertu du prospectus, que la position soit couverte par l'exercice de l'option de surallocation ou par des achats sur le marché secondaire.»;

«4) Dans le cas d'un placement pour compte, remplir les obligations suivantes:

a) si un montant minimum de placement est nécessaire pour permettre à l'émetteur d'atteindre un ou plusieurs des objectifs du placement, indiquer le montant minimum et maximum du placement;

b) si un montant minimum de placement n'est pas nécessaire pour permettre à l'émetteur d'atteindre les objectifs du placement, donner la mention suivante en caractères gras:

«Il n'y a pas de minimum de fonds à réunir dans le cadre du placement. L'émetteur pourrait donc réaliser le placement même s'il ne réunit qu'une petite partie du montant du placement indiqué ci-dessus.»;

3° par l'insertion, dans le texte anglais du paragraphe 4 de la rubrique 1.12 et après «including the execution, delivery and clearing», du mot «of»;

4° par le remplacement de la rubrique 1.14 par la suivante:

«1.14. Fonds d'investissement non canadien

Si le fonds d'investissement, le gestionnaire de fonds d'investissement ou toute autre personne tenue de fournir une attestation prévue par la partie 5 de la règle ou par d'autres textes de la législation en valeurs mobilières est constitué ou prorogé sous le régime des lois d'un territoire étranger ou qu'il est établi à l'étranger, inscrire la mention suivante en page de titre ou sous une rubrique distincte ailleurs dans le prospectus, en donnant l'information entre crochets:

«Le [fonds d'investissement, le gestionnaire ou toute autre personne tenue de fournir une attestation prévue par la partie 5 de la règle ou par d'autres textes de la législation en valeurs mobilières] est constitué ou prorogé sous le régime des lois d'un territoire étranger ou réside à l'étranger. Bien que [la personne désignée ci-dessus] ait désigné [nom et adresse de chaque mandataire aux fins de signification] comme mandataire[s] aux fins de signification au Canada, il se peut que les investisseurs ne puissent faire exécuter contre [la personne désignée ci-dessus] les jugements rendus par les tribunaux canadiens.»»;

5° dans la rubrique 3.3:

a) par le remplacement, dans le paragraphe 1, de l'alinéa *e* par le suivant:

«e) l'utilisation de l'effet de levier, notamment les renseignements suivants:

i) si l'effet de levier résulte d'un emprunt ou de l'émission d'actions privilégiées, indiquer les restrictions sur l'effet de levier utilisé ou à utiliser et si le fonds empruntera un montant minimum; indiquer l'ampleur maximale de l'effet de levier que le fonds pourra utiliser, exprimée sous forme de ratio calculé de la façon suivante: total maximum des actifs nets du fonds d'investissement divisé par la valeur liquidative du fonds d'investissement;

ii) si l'effet de levier résulte de l'utilisation de dérivés visés ou du recours à un autre moyen que ceux visés au sous-alinéa *i*, indiquer les restrictions sur l'effet de levier utilisé ou à utiliser et si le fonds utilisera une ampleur minimale d'effet de levier; indiquer l'ampleur maximale de l'effet de levier que le fonds pourra utiliser, exprimée sous forme de multiple de l'actif net; expliquer brièvement la façon dont le fonds emploie l'expression «effet de levier» et la signification de l'ampleur maximale et minimale de l'effet de levier pour le fonds;»;

b) par l'addition, après le paragraphe 2, des instructions suivantes:

«INSTRUCTIONS

1) *Pour l'application du sous-alinéa i de l'alinéa e du paragraphe 1 de la rubrique 3.3, le fonds calcule le total maximum de ses actifs nets en additionnant la valeur maximale de ses positions acheteur et de ses positions vendeur au montant maximum qu'il peut emprunter.*

2) *Pour l'application du sous-alinéa ii de l'alinéa e du paragraphe 1 de la rubrique 3.3, le terme «dérivé visé» s'entend au sens de la Norme canadienne 81-102 sur les organismes de placement collectif. La description de l'utilisation de l'effet de levier du fonds d'investissement conformément à cette disposition doit fournir*

aux investisseurs suffisamment d'information pour leur permettre de comprendre l'ampleur de l'exposition au marché du fonds par rapport au montant des fonds réunis par lui auprès des investisseurs.»;

6° par le remplacement, dans le paragraphe 1 de la rubrique 3.4, des mots «agent des transferts et l'auditeur» par «agent des transferts, l'auditeur et le placeur principal»;

7° par le remplacement, dans la rubrique 3.6, du paragraphe 4 par le suivant:

«4) Sous le titre «Rendement annuel, ratio des frais de gestion et ratio des frais d'opérations», indiquer dans le tableau suivant le rendement, le ratio des frais de gestion et le ratio des frais d'opérations des 5 dernières années qui figurent dans le dernier rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds déposé:

	[année]	[année]	[année]	[année]	[année]
Rendement annuel					
Ratio des frais de gestion					
Ratio des frais d'opérations					

Le ratio des frais de gestion est établi d'après le total des charges (à l'exclusion des courtages et des autres coûts d'opérations de portefeuille) et est exprimé en pourcentage annualisé de la valeur liquidative moyenne quotidienne.

Le ratio des frais d'opérations représente le total des courtages et des autres coûts d'opérations de portefeuille et est exprimé en pourcentage annualisé de la valeur liquidative moyenne quotidienne.»;

8° dans la rubrique 6.1:

a) par le remplacement, dans le paragraphe 1, de l'alinéa *b* par le suivant:

«*b*) l'utilisation de l'effet de levier, notamment les renseignements suivants:

i) si l'effet de levier résulte d'un emprunt ou de l'émission d'actions privilégiées, indiquer les restrictions sur l'effet de levier utilisé ou à utiliser et si le fonds empruntera un montant minimum; indiquer l'ampleur maximale de l'effet de levier que le fonds pourra utiliser, exprimée sous forme de ratio calculé de la façon suivante: total maximum des actifs nets du fonds d'investissement divisé par la valeur liquidative du fonds d'investissement;

ii) si l'effet de levier résulte de l'utilisation de dérivés visés ou du recours à d'autres moyens que ceux visés au sous-alinéa *i*, indiquer les restrictions sur l'effet de levier utilisé ou à utiliser et si le fonds utilisera une ampleur minimale d'effet de levier; indiquer l'ampleur maximale de l'effet de levier que le fonds pourra utiliser, exprimée sous forme de multiple de l'actif net; expliquer brièvement la façon dont le fonds emploie l'expression «effet de levier» et la signification de l'ampleur maximale et minimale de l'effet de levier pour le fonds;»;

b) par l'addition, après le paragraphe 2, des instructions suivantes:

«INSTRUCTIONS

1) *Pour l'application du sous-alinéa i de l'alinéa b du paragraphe 1 de la rubrique 6.1, le fonds calcule le total maximum de ses actifs nets en additionnant la valeur maximale de ses positions acheteur et de ses positions vendeur au montant maximum qu'il peut emprunter.*

2) *Pour l'application du sous-alinéa ii de l'alinéa b du paragraphe 1 de la rubrique 6.1, l'expression «dérivé visé» s'entend au sens de la Norme canadienne 81-102 sur les organismes de placement collectif. La description de l'utilisation de l'effet de levier du fonds d'investissement conformément à cette disposition doit fournir aux investisseurs suffisamment d'information pour leur permettre de comprendre l'ampleur de l'exposition au marché du fonds par rapport au montant des fonds réunis par lui auprès des investisseurs.»;*

9° par le remplacement de la rubrique 11.1 par la suivante:

«11.1. Rendement annuel, ratio des frais de gestion et ratio des frais d'opérations

Sous la rubrique «Rendement annuel, ratio des frais de gestion et ratio des frais d'opérations», indiquer, dans le tableau suivant, le rendement, le ratio des frais de gestion et le ratio des frais d'opérations du fonds d'investissement pour chacune des 5 dernières années qui figurent dans le dernier rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds déposé:

	[année]	[année]	[année]	[année]	[année]
Rendement annuel					
Ratio des frais de gestion					
Ratio des frais d'opérations					

Le ratio des frais de gestion est établi d'après le total des charges (à l'exclusion des courtages et des autres coûts d'opérations de portefeuille) et est exprimé en pourcentage annualisé de la valeur liquidative moyenne quotidienne.

Le ratio des frais d'opérations représente le total des courtages et des autres coûts d'opérations de portefeuille et est exprimé en pourcentage annualisé de la valeur liquidative moyenne quotidienne.»;

10° dans la rubrique 19.1:

a) par la suppression de l'alinéa *c* du paragraphe 1;

b) par le remplacement, dans le paragraphe 2 et après les mots « chef des finances d'un autre », des mots «fonds d'investissement» par le mot «émetteur»;

c) par le remplacement, dans l'alinéa *a* du paragraphe 4, des mots «fonds d'investissement» par le mot «émetteur»;

d) par l'insertion, après le paragraphe 9, des suivants:

«10) Sous le titre «Propriété de titres du fonds d'investissement et du gestionnaire», fournir les renseignements suivants:

a) le pourcentage de titres de chaque catégorie ou série de titres comportant droit de vote ou de titres de capitaux propres des entités suivantes dont les administrateurs et les membres de la haute direction du fonds d'investissement ont, globalement, la propriété véritable, directement ou indirectement:

i) le fonds d'investissement si ce pourcentage est supérieur à 10%;

ii) le gestionnaire;

iii) tout fournisseur de services du fonds d'investissement ou du gestionnaire;

b) le pourcentage de titres de chaque catégorie ou série de titres comportant droit de vote ou de titres de capitaux propres des entités suivantes dont les administrateurs et les membres de la haute direction du gestionnaire du fonds d'investissement ont, globalement, la propriété véritable, directement ou indirectement:

i) le fonds d'investissement si ce pourcentage est supérieur à 10%;

ii) le gestionnaire;

iii) tout fournisseur de services du fonds d'investissement ou du gestionnaire;

c) le pourcentage de titres de chaque catégorie ou série de titres comportant droit de vote ou de titres de capitaux propres des entités suivantes dont les membres du comité d'examen indépendant du fonds d'investissement ont, globalement, la propriété véritable, directement ou indirectement:

i) le fonds d'investissement si ce pourcentage est supérieur à 10%;

ii) le gestionnaire;

iii) tout fournisseur de services du fonds d'investissement ou du gestionnaire.

«11) Si les fonctions de gestion du fonds d'investissement sont exercées par les propres employés du fonds, donner à l'égard de ces employés l'information concernant la rémunération versée aux membres de la haute direction d'un émetteur exigée par la législation en valeurs mobilières.

«12) Décrire toute entente en vertu de laquelle une rémunération a été payée ou était payable par le fonds d'investissement pendant le dernier exercice, pour les services des administrateurs, des membres du conseil des gouverneurs indépendant ou du conseil consultatif indépendant du fonds d'investissement et des membres du comité d'examen indépendant du fonds d'investissement, en donnant notamment les montants versés, le nom de la personne et tous les frais qui lui ont été remboursés par le fonds d'investissement:

a) à ce titre, y compris tout montant supplémentaire payable pour la participation à des comités ou pour des mandats spéciaux;

b) en qualité de conseiller ou d'expert.

«13) Dans le cas d'un fonds d'investissement qui est une fiducie, décrire les arrangements, en donnant notamment les montants payés et les frais remboursés, aux termes desquels la rémunération a été payée ou était payable par le fonds d'investissement au cours du dernier exercice du fonds d'investissement, en contrepartie des services du ou des fiduciaires du fonds d'investissement.»;

e) par l'addition, après l'instruction 4, de la suivante:

«5) *L'information à fournir au paragraphe 10 de la rubrique 19.1 en ce qui concerne la rémunération des membres de la haute direction pour les fonctions de gestion exercées par les employés du fonds d'investissement doit être conforme à l'Annexe 51-102A6, Rémunération de la haute direction, de la Norme canadienne 51-102 sur les obligations d'information continue.»;*

11° par l'addition, après la rubrique 19.9, de la suivante:

«19.10. Placeur principal

1) Le cas échéant, préciser les nom et adresse du placeur principal du fonds d'investissement.

2) Décrire dans quelles circonstances un contrat avec le placeur principal du fonds d'investissement peut être résilié et inclure une brève description des modalités essentielles de ce contrat.»;

12° par le remplacement, dans l'alinéa *f* de la rubrique 21.2, du mot «dividendes» par le mot «distributions»;

13° par le remplacement, dans le paragraphe 1 de la rubrique 21.6 et après les mots «placer au moyen», des mots «du prospectus» par les mots «d'un prospectus»;

14° par l'insertion, dans le paragraphe 1 de la rubrique 28.1 et après les mots «donner l'information suivante», de «si elle est connue ou devrait être connue du fonds d'investissement ou du gestionnaire.»;

15° par le remplacement, dans la rubrique 32.3, de l'alinéa *b* par le suivant:

«*b*) soit toute autre amende ou sanction par un tribunal ou un organisme de réglementation ou a conclu avec celui-ci ou devant le tribunal tout autre règlement amiable qui seraient vraisemblablement considérés comme importants par un investisseur raisonnable ayant à prendre une décision d'investissement.»;

16° par l'insertion, après le paragraphe 3 de la rubrique 33.2, du suivant:

«4) Malgré le paragraphe 1, l'auditeur qui est indépendant en vertu des règles de déontologie d'un territoire au Canada ou qui a effectué un audit conformément aux NAGR américaines n'est pas tenu de fournir l'information prévue au paragraphe 1 s'il est mentionné que l'auditeur est indépendant conformément aux règles de déontologie d'un territoire du Canada ou qu'il satisfait aux règles de la SEC sur l'indépendance des auditeurs.»;

17° par l'insertion, après la rubrique 39.4, de la suivante:

«39.4.1. Attestation du placeur principal

S'il y a un placeur principal du fonds d'investissement, inclure une attestation de celui-ci établie sous la même forme que l'attestation du fonds d'investissement.».

15. La présente règle entre en vigueur le (*indiquer la date d'entrée en vigueur de la présente règle*).

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION COMPLÉMENTAIRE RELATIVE À LA
NORME CANADIENNE 41-101 SUR LES *OBLIGATIONS GÉNÉRALES*
*RELATIVES AU PROSPECTUS***

1. L'Instruction complémentaire relative à la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus* est modifiée par l'insertion, après l'article 2.2, du suivant:

«2.2.1. Montant minimum du placement

S'il s'agit d'un placement pour compte, l'émetteur doit décider s'il faut réunir un minimum de fonds pour atteindre un ou plusieurs des objectifs du placement indiqués dans la section du prospectus portant sur l'emploi du produit. Dans ce cas, l'émetteur doit indiquer le montant minimum et maximum du placement. Dans le cas contraire, il doit fournir la mise en garde prévue à l'alinéa *b* du paragraphe 3 de la rubrique 1.4 de l'Annexe 41-101A1.

Bien que l'émetteur puisse décider qu'un montant minimum n'est pas nécessaire pour un placement au moyen d'un prospectus, l'agent responsable peut raisonnablement déduire qu'un montant minimum s'impose dans certaines circonstances, par exemple s'il estime qu'un minimum de fonds doit être réuni pour que l'émetteur puisse atteindre les objectifs indiqués. De même, s'il s'inquiète de la capacité de l'émetteur de poursuivre son exploitation, l'agent responsable peut estimer que l'émetteur ne peut atteindre les objectifs indiqués à moins de réunir un montant minimum de fonds. L'agent responsable peut imposer un montant minimum parce qu'il a la responsabilité générale, selon les lois sur les valeurs mobilières, de refuser le visa du prospectus s'il est manifeste que le produit du placement des titres au moyen du prospectus et les autres ressources de l'émetteur sont insuffisants pour atteindre les objectifs indiqués dans le prospectus ou que l'intérêt public justifie le refus. L'imposition d'un minimum présente notamment l'avantage que, si l'émetteur n'arrive pas à réunir le montant minimum, les investisseurs bénéficient d'un mécanisme de protection qui facilite le remboursement de leurs fonds s'ils les ont déjà déposés.».

2. L'article 2.9 de cette instruction complémentaire est remplacé par le suivant:

«2.9. Placements de titres convertibles, échangeables ou exerçables

Le placement de titres convertibles, échangeables ou exerçables effectué au moyen d'un prospectus et la conversion, l'échange ou l'exercice subséquent de ces titres sous le régime d'une dispense de prospectus peuvent susciter des préoccupations en matière de protection des investisseurs. Tel est le cas lorsque la conversion, l'échange ou l'exercice se produit peu de temps après la souscription ou l'acquisition des titres d'origine, généralement dans un délai de 180 jours ou moins.

Cela est préoccupant du fait que l'option de conversion, d'échange ou d'exercice rattachée aux titres peut avoir pour effet de limiter ou de «barrer» les voies de droit ouvertes à l'investisseur lorsque le prospectus contient de l'information fautive ou trompeuse.

Nos préoccupations portent en particulier sur les placements de reçus de souscription ou d'autres types de titres convertibles, échangeables ou exerçables dans un court délai après la souscription ou l'acquisition des titres d'origine (généralement 180 jours ou moins) dans lesquels l'investisseur, en souscrivant ou en acquérant ces reçus ou les titres similaires, se trouve en fait à prendre aussi la décision d'investir dans les titres sous-jacents.

Le placement subséquent des titres sous-jacents soulève une problématique du point de vue de l'intérêt public dès lors qu'il ne fait pas partie du placement initial et qu'il s'effectue sans prospectus, car, si les titres sont convertis, échangés ou exercés avant le délai d'extinction du droit d'action en résolution prévu par la législation en valeurs mobilières (établi, dans bien des territoires, à 180 jours à compter de la date de souscription ou d'acquisition des titres d'origine), le souscripteur ou l'acquéreur perd ce droit du fait que les titres sous-jacents viennent remplacer les titres convertibles, échangeables ou exerçables émis sous le régime de prospectus. En l'occurrence, le souscripteur ou l'acquéreur des titres convertibles, échangeables ou exerçables devrait conserver tout droit résiduel d'action en résolution que ces titres lui confèreraient de par la loi. Ainsi, l'émetteur devrait accorder au souscripteur ou à l'acquéreur de ces titres un droit contractuel d'action en résolution sur l'opération de conversion, d'échange ou d'exercice.

Dans certains cas, le placement subséquent des titres sous-jacents peut faire partie du placement initial du fait qu'il entre dans une suite d'opérations comportant d'autres opérations de souscription, d'achat et de vente qui sont essentielles ou accessoires au placement. En pareil cas, l'émetteur devrait évaluer s'il y a lieu que le prospectus vise le placement aussi bien des titres sous-jacents que des reçus de souscription ou des autres titres similaires.

Les indications données ci-dessus ne s'appliquent pas à un placement de bons de souscription qui peuvent être raisonnablement considérés comme accessoires au placement dans son ensemble. Par exemple, dans un placement classique de bons de souscription spéciaux, les bons sont convertibles en une action ordinaire et en un bon (ou une fraction de bon) de souscription d'actions ordinaires. En tel cas, nous estimons généralement que l'élément bon de souscription d'actions ordinaires n'est qu'un «extra» et que la décision d'investissement concerne d'abord l'action ordinaire sous-jacente au bon de souscription spécial. Tel serait aussi généralement le cas des placements d'unités composées d'une action ordinaire et d'un bon de souscription d'actions ordinaires. C'est pourquoi l'agent responsable ne demanderait généralement pas à ce que l'émetteur octroie au souscripteur ou à l'acquéreur initial un droit contractuel de résolution à l'égard des bons de souscription en «extra».

3. L'article 3.4 de cette instruction complémentaire est modifié par le remplacement des mots «paragraphe 1» par les mots «paragraphe 1.1».

4. L'article 4.2 de cette instruction complémentaire est modifié par l'insertion, après le paragraphe 2, du suivant:

«3) S'il n'est pas prévu de montant minimum du placement et que l'émetteur fait face à des dépenses ou à des engagements à court terme significatifs, l'émetteur doit fournir le supplément d'information prévu aux paragraphes 3 et 4 de la rubrique 6.3 de l'Annexe 41-101A1 ou aux paragraphes 3 et 4 de la rubrique 4.2 de l'Annexe 44-101A1. Il doit indiquer comment il emploiera le produit par rapport à divers seuils, en décrivant les objectifs qui seront atteints à chaque seuil ainsi que les priorités d'emploi du produit. Dans la description de l'emploi du produit à chaque seuil, il doit aussi évaluer l'incidence que la collecte de la somme en cause aura, le cas échéant, sur sa liquidité, ses activités, ses ressources en capital et sa solvabilité.

Voici quelques exemples d'information qui peut être nécessaire pour comprendre cette incidence:

a) dans le cas d'un émetteur sans produits des activités ordinaires significatifs et sans fonds de roulement disponible, indiquer la période pendant laquelle on prévoit que le produit à chaque seuil suffira pour répondre aux besoins de trésorerie prévus;

b) dans le cas d'un émetteur qui a ou prévoit avoir dans les 12 prochains mois des problèmes de flux de trésorerie ou de liquidité, indiquer l'incidence possible du produit, à chaque seuil, sur sa capacité de poursuivre son exploitation dans un avenir prévisible ainsi que de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses passifs dans le cours normal de ses activités;

c) dans le cas d'un émetteur qui a des projets significatifs mais qui n'a pas encore commencé ses activités et dont les projets n'ont donc pas généré de produits des activités ordinaires, indiquer l'incidence possible du produit, à chaque seuil, sur le calendrier et les coûts prévus des projets et sur les autres jalons importants;

d) dans le cas d'un émetteur qui doit faire des dépenses d'exploration et de développement ou de recherche et développement pour que les terrains ou les conventions demeurent en règle, indiquer l'incidence possible du produit, à chaque seuil, sur les terrains ou les conventions.

Si l'émetteur prévoit utiliser des fonds supplémentaires provenant d'autres sources avec le produit et le fonds de roulement disponible, il doit donner suffisamment d'information sur le montant et la source de ces fonds et indiquer s'il s'agit de fonds fermes ou éventuels. S'il s'agit de fonds éventuels, il devrait décrire la nature de l'éventualité.

Selon les circonstances particulières de l'émetteur, il se peut qu'il soit nécessaire, dans les cas ci-dessus, d'indiquer dans le prospectus un montant minimum du placement. On trouvera d'autres indications à l'article 2.2.1 de la présente instruction complémentaire.».

5. L'article 5.3 de cette instruction complémentaire est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

«1) Selon la rubrique 32 de l'Annexe 41-101A1, l'émetteur est tenu de présenter les états financiers historiques d'une entreprise ou des entreprises reliées dont un investisseur raisonnable considérerait que l'activité constitue l'activité principale de l'émetteur. Toutefois, si l'émetteur est un émetteur assujéti dont l'actif principal ne consiste pas dans des espèces, des quasi-espèces ou son inscription à la cote d'une bourse et que l'acquisition de l'activité principale représente pour lui une acquisition significative, il doit se conformer aux dispositions de la rubrique 35 en ce qui concerne les états financiers et l'information relatifs à l'acquisition.

L'acquisition ne comprend pas une prise de contrôle inversée selon la définition de la règle, laquelle renvoie à la définition prévue à la partie 8 de la Norme canadienne 51-102 sur les *obligations d'information continue*. Par conséquent, l'émetteur ne peut se prévaloir de la dispense prévue au paragraphe 2 de la rubrique 32.1 si l'opération en cause constitue une prise de contrôle inversée.

Voici quelques cas où un investisseur raisonnable considérerait que l'activité principale de l'émetteur est l'activité de l'entreprise ou des entreprises acquises, ce qui entraîne l'application de la rubrique 32; il s'agit de cas où l'acquisition ou les acquisitions:

- a) se sont faites par la voie de prise de contrôle inversée;
- b) constituaient une opération admissible pour une société de capital de démarrage;
- c) étaient une acquisition significative à plus de 100% conformément au paragraphe 4 de la rubrique 35.1 de l'Annexe 41-101A1.

L'émetteur devrait examiner chaque situation de fait pour déterminer si un investisseur raisonnable considérerait que l'activité de l'entreprise ou des entreprises reliées constitue son activité principale.»;

2° par l'addition, après le premier paragraphe du paragraphe 2, du suivant:

«L'émetteur doit aussi envisager la nécessité d'inclure des états financiers pro forma conformément à la rubrique 32.7 de l'Annexe 41-101A1 pour illustrer

l'incidence de l'acquisition de l'activité principale sur sa situation financière et sur ses résultats d'exploitation. On trouvera d'autres indications à l'article 5.10 de la présente instruction complémentaire.».

6. L'article 5.4 de cette instruction complémentaire est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

«1) Selon la rubrique 32 de l'Annexe 41-101A1, l'émetteur est tenu de présenter les états financiers historiques de toute entité absorbée. Cela comprend les états financiers d'entreprises acquises qui ne sont pas reliées ou séparément significatives, mais qui forment ensemble la base de l'activité de l'émetteur. Toutefois, si l'émetteur est un émetteur assujéti dont l'actif principal ne consiste pas dans des espèces, des quasi-espèces ou son inscription à la cote d'une bourse et que l'acquisition de l'entité absorbée représente pour lui une acquisition significative, il doit se conformer aux dispositions de la rubrique 35 en ce qui concerne les états financiers et l'information relatifs à l'acquisition.

L'émetteur doit aussi envisager la nécessité d'inclure des états financiers pro forma conformément à la rubrique 32.7 de l'Annexe 41-101A1 pour illustrer l'incidence de l'acquisition de l'entité absorbée sur sa situation financière et sur ses résultats d'exploitation. On trouvera d'autres indications à l'article 5.10 de la présente instruction complémentaire.».

7. L'article 5.9 de cette règle est modifié par le remplacement du paragraphe 7 par le suivant:

«7) Selon l'article 3.11 de la Norme canadienne 52-107 sur les *principes comptables et normes d'audit acceptables*, les états financiers relatifs à une acquisition inclus dans une déclaration d'acquisition d'entreprise ou un prospectus peuvent être établis conformément aux PCGR canadiens applicables aux entreprises à capital fermé dans certaines circonstances. La possibilité de présenter les états financiers relatifs à une acquisition selon ces PCGR ne s'étend pas aux cas dans lesquels une entité acquise ou à acquérir est considérée comme absorbée par l'émetteur ou comme constituant l'activité principale de celui-ci et où l'émetteur doit fournir les états financiers relatifs à cette acquisition conformément à la rubrique 32.».

8. L'article 5.10 de cette instruction complémentaire est remplacé par le suivant:

«5.10. États financiers pour l'acquisition d'une entité absorbée, d'une entreprise ou d'entreprises par l'émetteur assujéti ou l'émetteur non assujéti

1) Les états financiers pour l'acquisition d'une entité absorbée, d'une entreprise ou d'entreprises par l'émetteur ou une autre entité doivent être inclus dans le prospectus en vertu de la rubrique 32 de l'Annexe 41-101A1, si les entités ou les entreprises remplissent les conditions prévues à l'alinéa *a*, *b* ou *c* du paragraphe 1 de la rubrique 32.1 de cette annexe, dans les cas suivants:

a) l'émetteur n'était émetteur assujetti dans aucun territoire à la date d'acquisition, dans le cas d'une acquisition réalisée, ou immédiatement avant le dépôt du prospectus, dans le cas d'une acquisition projetée, ainsi qu'il est prévu à la rubrique 35.1 de l'Annexe 41-101A1;

b) l'émetteur était un émetteur assujetti dont l'actif principal consistait dans des espèces, des quasi-espèces ou son inscription à la cote.

Si l'émetteur était émetteur assujetti avant le dépôt du prospectus, mais que son actif principal ne consistait pas dans des espèces, des quasi-espèces ou son inscription à la cote, il pourrait donner l'information sur les acquisitions susmentionnées conformément à la rubrique 35. L'information que l'émetteur assujetti doit fournir selon la rubrique 35 correspond à celle qu'il devrait fournir au sujet de ces acquisitions dans la déclaration d'acquisition d'entreprise.

2) L'émetteur qui est visé par la rubrique 32 doit aussi envisager la nécessité d'inclure des états financiers pro forma conformément à la rubrique 32.7 de l'Annexe 41-101A1 pour illustrer l'incidence de l'acquisition sur sa situation financière et sur ses résultats d'exploitation. Toutefois, il n'y est tenu que si ces états financiers pro forma sont nécessaires pour que le prospectus révèle de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif aux titres faisant l'objet du placement. Voici des exemples de cas où des états financiers pro forma seraient probablement nécessaires:

a) l'émetteur a acquis plusieurs entreprises au cours de la période pertinente;

b) l'émetteur est une entreprise active et a acquis une autre entreprise dont l'activité constituera son activité principale.

Dans certaines circonstances, il se peut que l'émetteur doive fournir dans son prospectus l'information sur plusieurs acquisitions dans le cas où les acquisitions comprennent l'acquisition d'une activité principale ou d'une entité absorbée visée à la rubrique 32.1 de l'Annexe 41-101A1 et une acquisition significative visée à la rubrique 35 de l'Annexe 41-101A1. Dans ce cas, il peut souhaiter ne présenter qu'un jeu d'états financiers pro forma présentant les résultats de toutes les acquisitions, ainsi qu'il est prévu aux rubriques 32.8 et 35.7 de l'Annexe 41-101A1. En règle générale, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable ne s'opposera pas à cette dispense. Toutefois, l'émetteur doit la demander au moment du dépôt du prospectus provisoire.».

**PROJET DE MODIFICATION MODIFIANT LA NORME CANADIENNE 44-101
SUR LE PLACEMENT DE TITRES AU MOYEN D'UN PROSPECTUS SIMPLIFIÉ**

1. L'article 1.1 de la Norme canadienne 44-101 sur le *placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié* est modifié:

1° par le remplacement de la définition de l'expression «émetteur issu d'une opération de restructuration» par la suivante:

«émetteur absorbant»: l'un des émetteurs suivants:

a) à l'exception de l'émetteur ayant absorbé ou acquis moins que la quasi-totalité de l'entreprise ayant fait l'objet du dessaisissement si l'opération de restructuration portait sur le dessaisissement d'une portion de l'entreprise d'un émetteur assujetti, l'émetteur qui se trouve dans l'une des situations suivantes:

i) il a été une société acquise par prise de contrôle inversée dans une prise de contrôle inversée réalisée;

ii) il résulte d'une opération de restructuration réalisée;

iii) il a participé à une opération de restructuration et a continué d'exister après la réalisation de l'opération;

b) l'émetteur qui a émis des titres en faveur de porteurs de titres d'un second émetteur qui était émetteur assujetti, dans le cadre d'une réorganisation qui n'a pas modifié la quote-part de ces porteurs dans le second émetteur ou la quote-part de celui-ci dans ses actifs;»;

2° par l'addition, après la définition de l'expression «règle sur l'information continue applicable», de la suivante:

««société acquise par prise de contrôle inversée»: une société acquise par prise de contrôle inversée au sens défini à l'article 1.1 de la Norme canadienne 51-102 sur les *obligations d'information continue*.».

2. L'article 2.7 de cette règle est remplacé par le suivant:

«2.7. Dispenses pour les émetteurs assujettis ayant déjà déposé un prospectus et les émetteurs absorbants

1) L'alinéa *d* de l'article 2.2, l'alinéa *d* du paragraphe 1 de l'article 2.3 et l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 2.6 ne s'appliquent pas à l'émetteur qui remplit les conditions suivantes:

a) il n'est pas dispensé de l'obligation, prévue par la règle sur l'information continue applicable, de déposer des états financiers annuels avant l'expiration d'un certain délai après la clôture de son exercice, mais il n'a pas encore eu à déposer d'états financiers en vertu de cette règle;

b) à moins de vouloir être admissible au régime du prospectus simplifié en vertu de l'article 2.6, il a obtenu le visa d'un prospectus définitif contenant les états financiers annuels comparatifs de son dernier exercice ou de l'exercice précédent, ou du dernier exercice ou de l'exercice précédent de toutes les entités absorbées, accompagnés du rapport d'audit et, s'il y a eu changement d'auditeur depuis l'exercice précédent, d'un rapport d'audit sur les états financiers de cet exercice.

1.1) Le sous-alinéa *ii* de l'alinéa *d* de l'article 2.2, le sous-alinéa *ii* de l'alinéa *d* du paragraphe 1 de l'article 2.3 et le sous-alinéa *ii* de l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 2.6 ne s'appliquent pas à l'émetteur qui remplit les conditions suivantes:

a) il a déposé les états financiers annuels prévus par la règle sur l'information continue applicable;

b) à moins de vouloir être admissible au régime du prospectus simplifié en vertu de l'article 2.6, il a obtenu le visa d'un prospectus définitif contenant les états financiers annuels comparatifs de son dernier exercice ou de l'exercice précédent, ou du dernier exercice ou de l'exercice précédent de toutes les entités absorbées, accompagnés du rapport d'audit et, s'il y a eu changement d'auditeur depuis l'exercice précédent, d'un rapport d'audit sur les états financiers de cet exercice.

2) L'alinéa *d* de l'article 2.2, l'alinéa *d* du paragraphe 1 de l'article 2.3 et l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 2.6 ne s'appliquent pas à l'émetteur absorbant qui remplit les conditions suivantes:

a) il n'est pas dispensé de l'obligation, prévue par la règle sur l'information continue applicable, de déposer des états financiers annuels avant l'expiration d'un certain délai après la clôture de son exercice, mais il n'a pas encore eu, depuis l'opération de restructuration ou la réorganisation visée à l'alinéa *b* de la définition d'émetteur absorbant, dont il a résulté, à déposer ces états financiers en vertu de cette règle;

b) il a déposé, ou un émetteur qui était partie à l'opération de restructuration ou à la réorganisation visée à l'alinéa *b* de la définition d'émetteur absorbant, à laquelle a participé l'émetteur absorbant ou dont il a résulté, a déposé, une circulaire relative à l'opération de restructuration ou à la réorganisation et cette circulaire, dans le cas d'une opération de restructuration, réunit les conditions suivantes:

i) elle a été établie conformément à la législation en valeurs mobilières applicable;

ii) elle contient l'information prévue à la rubrique 14.2 ou 14.5 de l'Annexe 51-102A5 de la Norme canadienne 51-102 sur les *obligations d'information continue* approuvé au sujet de l'émetteur absorbant.

3) L'alinéa *d* de l'article 2.2, l'alinéa *d* du paragraphe 1 de l'article 2.3 et l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 2.6 ne s'appliquent pas à l'émetteur qui remplit les conditions suivantes:

a) il n'est pas dispensé de l'obligation, prévue par la règle sur l'information continue applicable, de déposer des états financiers annuels avant l'expiration d'un certain délai après la clôture de son exercice, mais, depuis la réalisation d'une opération admissible ou d'une prise de contrôle inversée, au sens des politiques et exigences de la Bourse de croissance TSX et leurs modifications, il n'a pas encore eu à déposer ces états financiers en vertu de cette règle;

b) il a déposé une déclaration de changement à l'inscription de SCD, au sens des politiques et exigences de la Bourse de croissance TSX et leurs modifications ou une autre déclaration de changement à l'inscription de la Bourse de croissance TSX et l'une des conditions suivantes est remplie:

i) la déclaration de changement à l'inscription de SCD remplit les 2 conditions suivantes:

A) elle a été déposée à l'occasion d'une opération admissible;

B) elle a été établie conformément aux politiques et exigences de la Bourse de croissance TSX et leurs modifications à l'égard de cette opération admissible ;

ii) la déclaration de changement à l'inscription de la Bourse de croissance TSX autre qu'une déclaration de changement à l'inscription de SCD remplit les 2 conditions suivantes:

A) elle a été déposée à l'occasion d'une prise de contrôle inversée;

B) elle a été établie conformément aux politiques et exigences de la Bourse de croissance TSX et leurs modifications à l'égard de cette prise de contrôle inversée.».

3. L'article 2.8 de cette règle est modifié:

1° par la suppression du paragraphe 5;

2° par l'insertion, après le paragraphe 5, du suivant:

«6) Pour l'application du présent article, l'émetteur est dispensé de l'obligation d'attendre au moins 10 jours ouvrables entre le dépôt de l'avis visé au paragraphe 1 et le dépôt de son premier prospectus simplifié provisoire dans les cas suivants:

a) s'il se prévaut de l'article 2.4 ou 2.5 pour être admissible au régime du prospectus simplifié, les conditions suivantes sont réunies:

i) il remplit les conditions prévues à l'article 2.4 ou 2.5, selon le cas, au moment du dépôt du prospectus simplifié;

ii) il dépose son avis d'intention au plus tard au moment du dépôt de son prospectus simplifié provisoire;

iii) le garant de l'émetteur remplit l'une des 2 conditions suivantes:

A) il a déposé un avis d'intention conformément au paragraphe 1 qui n'a pas été retiré;

B) il est réputé avoir déposé un avis d'intention en vertu du paragraphe 4;

b) s'il est émetteur absorbant, les conditions suivantes sont réunies:

i) il remplit les conditions prévues à l'article 2.2, 2.3 ou 2.6 et celles prévues au paragraphe 2 de l'article 2.7;

ii) il dépose son avis d'intention au plus tard au moment du dépôt de son prospectus simplifié provisoire;

iii) il a acquis la quasi-totalité de son entreprise d'une entité absorbée qui remplit l'une des 2 conditions suivantes:

A) elle a déposé un avis d'intention conformément au paragraphe 1 qui n'a pas été retiré;

B) elle est réputée avoir déposé un avis d'intention en vertu du paragraphe 4.».

4. L'article 4.1 de cette règle est remplacé par le suivant:

«4.1. Documents exigés pour le dépôt d'un prospectus simplifié provisoire

1) L'émetteur qui dépose un prospectus simplifié provisoire procède de la façon suivante:

a) il dépose les documents suivants avec le prospectus simplifié provisoire:

i) un exemplaire signé du prospectus simplifié provisoire;

ii) une attestation qui porte la date du prospectus, qui est délivrée au nom de l'émetteur par l'un des membres de la haute direction de celui-ci et qui réunit les conditions suivantes:

A) elle indique les conditions d'admissibilité prévues à la partie 2 que l'émetteur invoque pour déposer un prospectus simplifié;

B) elle atteste les éléments suivants:

I) que toutes les conditions d'admissibilité sont remplies;

II) que tous les documents intégrés par renvoi dans le prospectus simplifié provisoire qui n'ont pas encore été déposés sont déposés avec celui-ci;

iii) des exemplaires de tous les documents intégrés par renvoi dans le prospectus simplifié provisoire qui n'ont pas encore été déposés;

iv) un exemplaire de tout document à déposer en vertu du paragraphe 1 de l'article 12.1 de la Norme canadienne 51-102 sur les *obligations d'information continue* ou de l'article 16.4 de la Norme canadienne 81-106 sur *l'information continue des fonds d'investissement*, selon le cas, qui concerne les titres faisant l'objet du placement et qui n'a pas encore été déposé;

iv.1) un exemplaire de tout contrat important à déposer en vertu de l'article 12.2 de la Norme canadienne 51-102 sur les *obligations d'information continue* ou de l'article 16.4 de la Norme canadienne 81-106 sur *l'information continue des fonds d'investissement* qui n'a pas encore été déposé;

v) les rapports techniques devant être déposés avec le prospectus simplifié provisoire en vertu de la Norme canadienne 43-101 sur *l'information concernant les projets miniers*, si l'émetteur a un projet minier;

vi) un exemplaire de chaque rapport ou évaluation dont il est fait mention dans le prospectus simplifié provisoire, pour lequel une lettre de consentement doit être déposée conformément à l'article 10.1 de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus* et qui n'a pas encore été déposé, à l'exception de tout rapport technique qui réunit les conditions suivantes:

A) il porte sur un projet d'exploitation minière ou des activités pétrolières et gazières;

B) son dépôt n'est pas prévu à l'alinéa v;

b) il transmet les documents suivants à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières au moment du dépôt du prospectus simplifié provisoire:

i) le formulaire de renseignements personnels concernant les personnes suivantes:

A) chaque administrateur et membre de la haute direction de l'émetteur;

B) dans le cas d'un fonds d'investissement, chaque administrateur et membre de la haute direction du gestionnaire de l'émetteur;

C) chaque promoteur de l'émetteur;

D) dans le cas où le promoteur n'est pas une personne physique, chaque administrateur et membre de la haute direction du promoteur;

ii) une lettre signée adressée à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières par l'auditeur de l'émetteur ou de l'entreprise, selon le cas, et rédigée de la manière prévue par le Manuel de l'ICCA, lorsque les états financiers de l'émetteur ou de l'entreprise qui sont inclus ou intégrés par renvoi dans le prospectus simplifié provisoire sont accompagnés d'un rapport d'audit non signé.

2) Malgré le sous-alinéa ii de l'alinéa b du paragraphe 1, l'émetteur n'est pas tenu de déposer un formulaire de renseignements personnels à l'égard d'une personne physique lorsque sont réunies les conditions suivantes:

a) un formulaire de renseignements personnels a été signé par elle dans les 3 ans précédant la date du dépôt du prospectus simplifié provisoire;

b) le formulaire de renseignements personnels a été transmis à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières:

i) soit par un émetteur pour le compte de la personne le [insérer la date d'entrée en vigueur des modifications] ou après cette date;

ii) soit par l'émetteur pour le compte de la personne physique après le 16 mars 2008, mais avant le [insérer la date d'entrée en vigueur des modifications] sous la forme prévue à l'Annexe A de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus* dans la version qui était en vigueur au cours de cette période;

c) les renseignements concernant la personne physique fournis en réponse aux questions suivantes, selon le cas, restent exacts à la date de l'attestation prévue à l'alinéa d:

i) les questions 6 à 10 du formulaire de renseignements personnels visé au sous-alinéa i de l'alinéa b;

ii) les parties B et C de la question 4 et les questions 6 à 9 du formulaire de renseignements personnels visé au sous-alinéa ii de l'alinéa b;

d) l'émetteur transmet à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, au moment du dépôt du prospectus simplifié provisoire, une attestation de l'émetteur établie conformément à l'Appendice 4 de l'Annexe A de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus* et indiquant que la personne physique lui a fourni la confirmation nécessaire pour satisfaire à l'alinéa c;

e) l'attestation prévue à l'alinéa d ne doit pas remonter à plus de 30 jours avant le dépôt du prospectus simplifié provisoire.».

5. L'article 4.2 de cette règle est modifié, dans l'alinéa a:

1° dans le sous-alinéa vi:

a) par l'insertion, après la division A, de la suivante:

«A.1) chaque administrateur de l'émetteur;»;

b) par le remplacement de la division B par la suivante:

«B) toute autre personne, à l'exception d'un émetteur, qui fournit ou signe une attestation visée par la partie 5 de la Norme canadienne 41-101 sur les

obligations générales relatives au prospectus ou par d'autres textes de la législation en valeurs mobilières;»;

2° par le remplacement du sous-alinéa *x* par les suivants:

«*x*) lorsqu'une convention ou un contrat visé au sous-alinéa *iii* ou un contrat important visé au sous-alinéa *iii.1* n'a pas été signé avant le dépôt du prospectus simplifié définitif, mais doit être signé avant la conclusion du placement ou à la conclusion du placement, l'émetteur dépose auprès de l'autorité en valeurs mobilières, au plus tard à la date du dépôt du prospectus simplifié définitif, un engagement envers l'autorité en valeurs mobilières à déposer la convention, le contrat ou le contrat important promptement et au plus tard dans un délai de 7 jours après sa signature;

«*x.1*) lorsqu'un document visé au sous-alinéa *iii* ne sera pas signé de façon qu'il entre en vigueur et n'est pas entré en vigueur avant le dépôt du prospectus simplifié, définitif, mais entrera en vigueur avant la conclusion du placement ou à la conclusion du placement, l'émetteur dépose auprès de l'autorité en valeurs mobilières, au plus tard à la date du dépôt du prospectus simplifié définitif, un engagement envers l'autorité en valeurs mobilières à déposer le document promptement et au plus tard dans un délai de 7 jours après son entrée en vigueur;».

6. L'article 7.1 de cette règle est modifié par le remplacement des mots «le dépôt» par les mots «l'octroi du visa».

7. L'article 7.2 de cette règle est modifié par le remplacement des mots «le dépôt» par les mots «l'octroi du visa».

8. L'Annexe 44-101A1 de cette règle est modifiée:

1° par le remplacement, dans la rubrique 1.6, des paragraphes 2 et 3 par les suivants:

«2) Si une option de surallocation ou une option visant à augmenter la taille du placement avant la clôture est prévue:

a) indiquer les modalités de l'option;

b) inclure la mention suivante:

«Le souscripteur ou l'acquéreur de [*indiquer le type de titres placés au moyen du prospectus*] compris dans la position de surallocation des placeurs acquiert ces titres en vertu du prospectus simplifié, que la position soit couverte par l'exercice de l'option de surallocation ou par des achats sur le marché secondaire.

«3) S'il s'agit d'un placement pour compte, remplir les obligations suivantes:

a) si un montant minimum de placement est nécessaire pour permettre à l'émetteur d'atteindre un ou plusieurs des objectifs du placement, indiquer le montant minimum et maximum du placement;

b) si un montant minimum de placement n'est pas nécessaire pour permettre à l'émetteur d'atteindre les objectifs du placement, donner la mention suivante en caractères gras:

«Il n'y a pas de minimum de fonds à réunir dans le cadre du placement. L'émetteur pourrait donc réaliser le placement même s'il ne réunit qu'une petite partie du montant du placement indiqué ci-dessus.»»;

2° par l'insertion, dans le paragraphe 1 de la rubrique 1.9 et après le mot «catégorie», des mots «ou série»;

3° par le remplacement de la rubrique 1.11 par la suivante:

«1.11. Exécution des jugements à l'encontre de personnes étrangères

Si l'émetteur, un administrateur de l'émetteur, un porteur vendeur ou toute autre personne qui signe ou fournit une attestation en vertu de la partie 5 de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus* ou d'autres textes de la législation en valeurs mobilières est constitué ou prorogé sous le régime des lois d'un territoire étranger ou qu'il réside à l'étranger, inscrire la mention suivante sur la page de titre ou sous une rubrique distincte du prospectus simplifié, en donnant l'information entre crochets:

«[L'émetteur, l'administrateur de l'émetteur, le porteur vendeur ou toute autre personne qui signe ou fournit l'attestation en vertu de la partie 5 de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus* ou d'autres textes de la législation en valeurs mobilières] est constitué ou prorogé sous le régime des lois d'un territoire étranger ou réside à l'étranger. Bien qu'il ait désigné [nom et adresse de chaque mandataire aux fins de signification] comme mandataire[s] aux fins de signification [au/en] [indiquer les territoires visés], il se peut que les investisseurs ne puissent faire exécuter contre lui les jugements rendus au Canada.»»;

4° par le remplacement, dans la rubrique 4.2, du paragraphe 2 par les suivants:

«2) Si la clôture du placement est subordonnée à un montant minimum du placement, préciser l'emploi du produit selon le montant minimum et maximum du placement.

«3) Si les conditions suivantes sont réunies, indiquer comment l'émetteur emploiera le produit, par rapport à divers seuils potentiels de produit dans le cas où l'émetteur réunirait un montant inférieur au montant maximum du placement:

a) la clôture du placement n'est pas subordonnée à un montant minimum du placement;

b) le placement est effectué pour compte;

c) l'émetteur a des dépenses inévitables à court terme significatives, notamment pour les besoins généraux de l'entreprise, ou des engagements de capital ou contractuels à court terme significatifs et il se peut qu'il n'ait pas d'autres ressources facilement accessibles pour y faire face;

«4) S'il est tenu de fournir l'information prévue au paragraphe 3, l'émetteur doit analyser, par rapport à chaque seuil, l'incidence de la collecte de la somme en cause, le cas échéant, sur sa liquidité, ses activités, ses ressources en capital et sa solvabilité.

«INSTRUCTIONS

Si l'émetteur est tenu de fournir l'information sur l'emploi du produit à différents seuils conformément aux paragraphes 3 et 4 de la rubrique 4.2, donner en exemple un seuil correspondant à la réception d'une petite partie du placement.»;

5° par le remplacement, dans le paragraphe 1 de la rubrique 4.10, des mots «dispense de prospectus simplifié» par les mots «dispense de prospectus»;

6° par le remplacement, dans la rubrique 7.6, du premier paragraphe par le suivant:

«Si le prospectus simplifié vise le placement de titres émis lors de l'exercice de bons de souscription spéciaux ou d'autres titres acquis sous le régime d'une dispense de prospectus, donner la mention suivante dans le prospectus simplifié pour indiquer que les porteurs disposent d'un droit contractuel de résolution:»;

7° par le remplacement des rubriques 7A.1 et 7A.2 par les suivantes:

«7A.1. **Ventes ou placements antérieurs**

Donner l'information suivante sur chaque catégorie ou série de titres de l'émetteur placés au moyen du prospectus simplifié et de titres permettant d'obtenir, par voie de conversion ou d'échange, des titres de chacune de ces catégories ou séries, pour la période de 12 mois précédant la date du prospectus simplifié:

a) le prix auquel les titres ont été ou doivent être émis par l'émetteur ou vendus par le porteur vendeur;

b) le nombre de titres émis ou vendus à ce prix;

c) la date d'émission ou de vente.

«7A.2. Cours et volume des opérations

1) Indiquer le marché canadien sur lequel les titres suivants de l'émetteur se négocient ou à la cote duquel ils sont inscrits ainsi que les fourchettes des cours et le volume sur le marché canadien où se négocie habituellement le plus gros volume de titres:

a) chaque catégorie ou série de titres placés au moyen du prospectus simplifié;

b) les titres de l'émetteur que l'on peut obtenir par voie de conversion ou d'échange des titres de ces catégories ou séries.

2) Si les titres suivants de l'émetteur ne sont ni inscrits à la cote d'un marché canadien ni négociés sur un marché canadien, mais sont inscrits à la cote d'un marché étranger ou négociés sur un tel marché, indiquer de quel marché étranger il s'agit ainsi que la fourchette des cours et le volume négocié sur le marché étranger où se négocie habituellement le plus gros volume de titres:

a) chaque catégorie ou série de titres placés au moyen du prospectus simplifié;

b) les titres de l'émetteur que l'on peut obtenir par voie de conversion ou d'échange des titres de ces catégories ou séries.

3) Fournir l'information visée aux paragraphes 1 et 2 mensuellement, pour chaque mois ou, le cas échéant, partie de mois de la période de 12 mois précédant la date du prospectus simplifié.»;

8° dans la rubrique 11.1:

a) par le remplacement, dans le paragraphe 2, des mots «les documents ne sont pas intégrés par renvoi s'ils sont modifiés ou remplacés» par les mots «les parties des documents ne sont pas intégrées par renvoi si elles sont modifiées ou remplacées»;

b) par l'addition, après le paragraphe 2, du suivant:

«3) Malgré le sous-paragraphe 7 du paragraphe 1, l'émetteur peut exclure de son prospectus simplifié un rapport, une évaluation, une déclaration ou un avis d'une personne contenu dans une circulaire établie en vue d'une assemblée extraordinaire des porteurs de l'émetteur et les renvois qui y sont faits lorsque les conditions suivantes sont réunies:

a) le rapport n'est pas un rapport de l'auditeur à l'égard d'états financiers;

b) le rapport, l'évaluation, la déclaration ou l'avis a été établi en en vue d'une opération déterminée envisagée dans la circulaire, sans rapport avec le placement de titres au moyen du prospectus simplifié, et que l'opération a déjà été abandonnée ou réalisée.»;

9° dans la rubrique 11.3:

a) par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2) Lorsque l'émetteur n'a pas de notice annuelle courante ni d'états financiers annuels courants et qu'il se prévaut de la dispense prévue au paragraphe 2 de l'article 2.7 de la règle, présenter l'information à fournir, conformément:

a) à la rubrique 14.2 ou 14.5 de l'Annexe 51-102A5, Circulaire de sollicitation de procurations, de la Norme canadienne 51-102 sur les *obligations d'information continue*, dans la circulaire visée à l'alinéa b du paragraphe 2 de l'article 2.7 de la règle;

b) aux politiques et aux exigences de la Bourse de croissance TSX prévues pour l'information à fournir sur une opération admissible dans une déclaration de changement à l'inscription de SCD ou sur une prise de contrôle inversée dans une déclaration de changement à l'inscription visée à l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 2.7 de la règle.»;

b) par le remplacement des instructions par les suivantes:

«*INSTRUCTIONS*

1) *L'entité tenue de présenter l'information prévue au paragraphe 2 de la rubrique 11.3 doit inclure les états financiers historiques de toute entité qui était partie à l'opération de restructuration ainsi que tout autre élément d'information contenu dans la circulaire, dans la déclaration de changement à l'inscription de SCD ou dans toute autre déclaration de changement à l'inscription de la Bourse de croissance TSX et ayant servi à établir les états financiers de l'entité.*

2) *L'information prévue au paragraphe 1 ci-dessus doit être présentée d'une manière qui complète, sans la remplacer, l'information prévue pour une opération qui constitue une acquisition significative pour l'émetteur ou une prise de contrôle inversée à laquelle l'émetteur était partie, le cas échéant.»;*

10° par l'addition, après la rubrique 11.4, de la suivante:

«11.5. Supplément d'information pour les émetteurs de titres adossés à des actifs

Si l'émetteur n'a pas déposé ou été tenu de déposer des états financiers intermédiaires et le rapport de gestion connexe à l'égard d'une période intermédiaire, le cas échéant, postérieure à l'exercice à l'égard duquel il a inclus des états financiers annuels dans le prospectus simplifié parce qu'il n'est pas émetteur assujéti et qu'il est admissible au régime du prospectus simplifié en vertu de l'article 2.6 de la règle, inclure les états financiers intermédiaires et le rapport de gestion connexe que l'émetteur aurait dû intégrer par renvoi en vertu du sous-alinéa 3 du paragraphe 1 de la rubrique 11.1 s'il était émetteur assujéti au moment considéré.»;

11° par l'addition, à la fin de la rubrique 15.3, des mots «et est exacte à la date du prospectus»;

12° par le remplacement, dans le texte anglais de la rubrique 20.1, des mots «revisions of the price of damages» par les mots «revisions of the price or damages»;

13° par l'addition, après la rubrique 20.2, de la suivante:

«20.3. Titres convertibles, échangeables ou exerçables

Dans le cas d'un placement de titres convertibles, échangeables ou exerçables, inclure une mention semblable à la suivante:

«Les investisseurs sont avisés que, dans le cadre d'un placement de [*indiquer le nom des titres convertibles, échangeables ou exerçables*], le droit d'action légal en dommages-intérêts pour information fausse ou trompeuse contenue dans le prospectus se limite, selon la législation en valeurs mobilières de certaines provinces [et de certains territoires], au prix auquel les [*indiquer le nom des titres convertibles, échangeables ou exerçables*] sont offerts à l'occasion du placement. Ainsi, en vertu de la législation en valeurs mobilières de certaines provinces [et de certains territoires], le souscripteur ou l'acquéreur ne peut exercer ce droit pour recouvrer les sommes additionnelles versées [à la conversion, à l'échange ou à l'exercice] des titres. On se reportera aux dispositions applicables et on consultera éventuellement un avocat.»».

8. La présente règle entre en vigueur le (*indiquer la date d'entrée en vigueur de la présente règle*).

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION COMPLÉMENTAIRE RELATIVE À LA
NORME CANADIENNE 44-101 SUR LE *PLACEMENT DE TITRES AU MOYEN
D'UN PROSPECTUS SIMPLIFIÉ***

1. L'article 1.7 de l'Instruction complémentaire relative à la Norme canadienne 44-101 sur le *placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié* est modifié par le remplacement du paragraphe 5 par le suivant :

«5) **Émetteur absorbant** – L'émetteur absorbant est défini de manière à inclure une société acquise par voie de prise de contrôle inversée dans une prise de contrôle inversée réalisée. La définition d'«émetteur absorbant» prévoit aussi que cet émetteur «résulte d'une opération de restructuration» ou qu'il a participé à une opération de restructuration et a continué d'exister après sa réalisation. Dans les deux cas, il faut fournir l'information qui serait donnée dans un prospectus ou l'information comparable prévue par la Bourse de croissance TSX pour un tel émetteur dans une circulaire ou dans un document d'information similaire en vertu des paragraphes 2 et 3 de l'article 2.7 de la règle.

Dans le cas d'une fusion, les autorités en valeurs mobilières considèrent que la personne morale fusionnée «résulte d'une opération de restructuration».

La définition de l'expression «émetteur absorbant» prévoit également une exclusion qui s'applique aux dessaisissements. Par exemple, l'émetteur peut procéder à une opération de restructuration donnant lieu à la répartition d'une partie de ses activités entre les porteurs ou au transfert d'une partie de ses activités à un autre émetteur. En pareil cas, la définition d'émetteur absorbant ne s'applique pas à l'entité qui poursuit les activités ayant fait l'objet de la scission.

Toutefois, si le dessaisissement vise la quasi-totalité de l'entreprise de l'entité absorbée, l'émetteur serait considéré comme un émetteur absorbant. Dans une telle situation, l'information financière concernant l'entité absorbée devrait être représentative de l'information financière de l'émetteur absorbant. Donc, si l'émetteur invoque ce motif pour établir son admissibilité au régime du prospectus simplifié, il doit s'assurer que les états financiers de l'entité absorbée constituent un substitut exact et pertinent de ses états financiers comme émetteur absorbant.

Un émetteur peut également être considéré comme un émetteur absorbant par rapport à un second émetteur lorsqu'il y a eu une réorganisation interne du second émetteur, pour autant que soient respectées les conditions énoncées à l'alinéa *b* de la définition d'«émetteur absorbant». En particulier, la réorganisation interne ne doit pas avoir entraîné de modification de la quote-part des porteurs dans le second émetteur, ni de modification de la quote-part de celui-ci dans ses actifs. Par exemple, cela peut se produire dans une réorganisation interne à l'occasion de laquelle tous les porteurs de titres du second émetteur échangent leurs titres de celui-ci contre des titres de l'émetteur absorbant. Le second émetteur deviendrait une filiale de l'émetteur absorbant et sa quote-part dans ses

actifs demeurerait la même. La définition d'émetteur absorbant est plus large que celle d'«émetteur issu d'une opération de restructuration» puisqu'elle inclut ce type de réorganisation interne, qui pourrait ne pas être considérée comme une «opération de restructuration» au sens de la Norme canadienne 51-102 sur les *obligations d'information continue* en raison de l'exclusion formulée à la fin de la définition de cette expression.».

2. L'article 2.1 de cette instruction complémentaire est modifié :

1° par la suppression, dans le paragraphe 1, des mots «et, au Québec, ne leur donne aucune information fausse ou trompeuse susceptible d'affecter la valeur ou le cours de ces titres»;

2° par le remplacement, partout où ils se trouvent dans le paragraphe 2, des mots «émetteur issu d'une opération de restructuration» par les mots «émetteur absorbant».

3. Cette instruction complémentaire est modifiée par l'insertion, après l'article 3.4, du suivant :

«3.4.1. Circulaire de sollicitation de procurations en vue d'une assemblée extraordinaire

Le paragraphe 3 de la rubrique 11.1 de l'Annexe 44-101A1 prévoit certaines circonstances dans lesquelles l'émetteur n'est pas tenu d'intégrer par renvoi dans son prospectus un rapport, une évaluation, une déclaration ou un avis d'un expert qui est intégré par renvoi indirectement dans le prospectus du fait de l'intégration par renvoi d'une circulaire de sollicitation de procurations établie en vue d'une assemblée extraordinaire des porteurs de l'émetteur. Ce type de circulaire porte souvent sur une opération de restructuration d'un émetteur ou sur une autre question extraordinaire le concernant. Dans ces circonstances, l'émetteur ou son conseil d'administration peut engager un expert pour lui fournir un avis se rapportant expressément à la question qui sera étudiée à l'assemblée extraordinaire des porteurs. Par exemple, le conseil peut engager une personne pour lui fournir une attestation d'équité qui l'aide à décider s'il doit recommander aux porteurs d'approuver l'opération projetée. De même, l'émetteur peut inclure une opinion fiscale dans la circulaire de sollicitation de procurations pour illustrer les conséquences fiscales de l'opération projetée pour ses porteurs. Selon le paragraphe 3 de la rubrique 11.1, nous n'exigerions pas l'intégration par renvoi de ces avis, à condition qu'ils aient été établis relativement à l'opération projetée qui était l'objet de la circulaire de sollicitation de procuration et que l'opération ait été réalisée ou abandonnée avant le dépôt du prospectus.».

4. Cette instruction complémentaire est modifiée par l'insertion, après l'article 3.9, du suivant :

«3.10. Aucun montant minimum du placement

L'émetteur qui n'a pas indiqué de montant minimum pour le placement, s'il s'agit d'un placement pour compte, trouvera d'autres indications à l'article 2.2.1 et au paragraphe 3 de l'article 4.3 de l'Instruction complémentaire relative à la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus*.».

**PROJET DE MODIFICATION MODIFIANT LA NORME CANADIENNE 44-102
SUR LE *PLACEMENT DE TITRES AU MOYEN D'UN PROSPECTUS PRÉALABLE***

1. L'article 5.6 de la Norme canadienne 44-102 sur le *placement de titres au moyen d'un prospectus préalable* est modifié par l'insertion, après le paragraphe 6, du suivant:

«6.1. L'information prévue à la rubrique 7A de l'Annexe 44-101A1 concernant les ventes ou placements antérieurs ainsi que le volume et le cours des opérations pour les titres qui peuvent être placés au moyen du prospectus préalable de base, si la série ou catégorie de titres qui doivent être placés au moyen du prospectus préalable de base n'est pas connue au moment du dépôt de ce prospectus.».

2. L'article 7.2 de cette règle est modifié:

1° par l'insertion, après le paragraphe 1, des suivants:

«1.1) Malgré le paragraphe 1, si l'expert dont le consentement est exigé est une « personne qualifiée » au sens de la Norme canadienne 43-101 sur l'*information concernant les projets miniers*, l'émetteur n'est pas tenu de déposer le consentement de la personne qualifiée lorsque les conditions suivantes sont réunies :

a) le consentement de la personne qualifiée est exigé à l'égard d'un rapport technique qui ne devait pas être déposé avec le prospectus préalable de base provisoire;

b) la personne qualifiée était employée par une personne à la date de signature du rapport technique;

c) l'activité principale de la personne consiste à fournir des services d'ingénierie ou des services géoscientifiques;

d) l'émetteur dépose le consentement de la personne.

«1.2) Le consentement déposé en vertu du paragraphe 1.1 doit être signé par un signataire autorisé de la personne qui est visé par les alinéas *a*, *b*, *d* et *e* de la définition de « personne qualifiée » prévue par la Norme canadienne 43-101 sur l'*information concernant les projets miniers*.»;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 2, de «aux termes du paragraphe 1)» par «en vertu du paragraphe 1 ou des paragraphes 1.1 et 1.2».

3. L'article 9.1 de cette règle est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 1, de «Nonobstant l'article 6.1 de la Norme canadienne 44-101 sur le *placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié*» par «Nonobstant l'article 7.2 de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus*».
4. L'Annexe A de cette règle est modifiée par le remplacement, dans l'alinéa *c* de la rubrique 2.1, des mots «personne ou société» par le mot «personne».
5. La présente règle entre en vigueur le (*indiquer la date d'entrée en vigueur de la présente règle*).

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION COMPLÉMENTAIRE RELATIVE À LA
NORME CANADIENNE 44-102 SUR LE *PLACEMENT DE TITRES AU MOYEN
D'UN PROSPECTUS PRÉALABLE***

1. L'article 2.6.1 de l'Instruction complémentaire relative à la Norme canadienne 44-102 sur le *placement de titres au moyen d'un prospectus préalable* est modifié par l'insertion, après les mots «intégré par renvoi», des mots «et à l'égard duquel un consentement n'a pas été déjà déposé».

PROJET DE MODIFICATION MODIFIANT LA NORME CANADIENNE 81-101 SUR LE RÉGIME DE PROSPECTUS DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF

1. L'article 1.1 de la Norme canadienne 81-101 sur le *régime de prospectus des organismes de placement collectif* est modifié par le remplacement de la définition de l'expression «formulaire de renseignements personnels et autorisation» par les suivantes:

«formulaire de renseignements personnels»: à l'égard d'une personne physique:

a) soit le formulaire prévu à l'Appendice 1 de l'Annexe A de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus*;

b) soit le formulaire de renseignements personnels de la Bourse de Toronto ou de la Bourse de croissance TSX présenté par une personne physique à la Bourse de Toronto ou à la Bourse de croissance TSX et accompagné du formulaire Attestation et consentement établi conformément à la partie B de l'Appendice 1 de l'Annexe A de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus*, si les renseignements personnels qui y sont fournis sont toujours exacts au moment où la personne le signe;

«formulaire de renseignements personnels de la Bourse de Toronto ou de la Bourse de croissance TSX»: un formulaire de renseignements personnels d'une personne physique rempli conformément aux dispositions du formulaire 4 de la Bourse de Toronto ou du formulaire 2A de la Bourse de croissance TSX, selon le cas, et leurs modifications;».

2. L'article 2.3 de cette règle est modifié:

1° par le remplacement du sous-alinéa *ii* de l'alinéa *b* du paragraphe 1 par la suivante:

«*ii*) un formulaire de renseignements personnels concernant les personnes suivantes:

A) chaque administrateur et membre de la haute direction de l'OPC;

B) chaque administrateur et membre de la haute direction du gestionnaire de l'OPC;

C) chaque promoteur de l'OPC;

D) dans le cas où le promoteur n'est pas une personne physique, chaque administrateur et membre de la haute direction du promoteur;»;

2° par l'insertion, après le paragraphe 1, du suivant:

«1.1) Malgré le sous-alinéa *ii* de l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 2.3, l'OPC n'est pas tenu de déposer un formulaire de renseignements personnels à l'égard d'une personne physique lorsque sont réunies les conditions suivantes:

a) un formulaire de renseignements personnels de la personne physique a été signé par elle dans les trois ans précédant la date de dépôt du prospectus simplifié provisoire, de la notice annuelle provisoire et de l'aperçu du fonds provisoire pour chaque catégorie ou série de titres de l'OPC;

b) le formulaire de renseignements personnels a été transmis à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières:

i) soit par un émetteur pour le compte de la personne physique le [insérer la date d'entrée en vigueur des modifications] ou après cette date;

ii) soit par l'OPC pour le compte de la personne physique après le 16 mars 2008, mais avant le [insérer la date d'entrée en vigueur des modifications] sous la forme prévue à l'Annexe A de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus* dans la version qui était en vigueur au cours de cette période;

c) les renseignements concernant la personne physique fournis en réponse aux questions suivantes, selon le cas, restent exacts à la date de l'attestation prévue à l'alinéa *d*:

i) les questions 6 à 10 du formulaire de renseignements personnels visé au sous-alinéa *i* de l'alinéa *b*;

ii) les parties B et C de la question 4 et les questions 6 à 9 du formulaire de renseignements personnels visé au sous-alinéa *ii* de l'alinéa *b*;

d) l'OPC transmet à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, au moment du dépôt du prospectus simplifié provisoire, de la notice annuelle provisoire et de l'aperçu du fonds provisoire pour chaque catégorie ou série de titres de l'OPC, une attestation de l'OPC établie conformément à l'Appendice 4 de l'Annexe A de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus* et indiquant que la personne physique lui a fourni la confirmation nécessaire pour satisfaire à l'alinéa *c*;

e) l'attestation visée à l'alinéa *d* ne remonte pas à plus de 30 jours avant le dépôt du prospectus simplifié provisoire, de la notice annuelle provisoire et de l'aperçu du fonds provisoire pour chaque catégorie ou série de titres de l'OPC.»;

3° dans le paragraphe 2:

a) par l'insertion, après le sous-alinéa *ii* de l'alinéa *a*, de la suivante:

«*ii.1*) un exemplaire des documents suivants et de leurs modifications qui n'ont pas été déposés:

A) les règlements ou autres textes correspondants actuellement en vigueur;

B) toute convention entre porteurs ou convention fiduciaire de vote à laquelle l'OPC a accès et qui peut raisonnablement être considérée comme importante pour un investisseur dans les titres de l'OPC;»;

b) dans l'alinéa *b*:

i) par la suppression du sous-alinéa *iii*;

ii) par le remplacement du sous-alinéa *iv* par la suivante:

«*iv*) un formulaire de renseignements personnels relatif aux personnes suivantes:

A) chaque administrateur et membre de la haute direction de l'OPC;

B) chaque administrateur et membre de la haute direction du gestionnaire de l'OPC;

C) chaque promoteur de l'OPC;

D) dans le cas où le promoteur n'est pas une personne physique, chaque administrateur et membre de la haute direction du promoteur;»;

4° par l'insertion, après le paragraphe 2, du suivant:

«2.1) Malgré le sous-alinéa *vi* de l'alinéa *b* du paragraphe 2 de l'article 2.3, l'OPC n'est pas tenu de déposer un formulaire de renseignements personnels d'une personne physique lorsque sont réunies les conditions suivantes:

a) un formulaire de renseignements personnels à l'égard de la personne physique a été signé par elle dans les trois ans précédant la date de dépôt du projet de prospectus simplifié, du projet de notice annuelle et du projet d'aperçu du fonds pour chaque catégorie ou série de titres de l'OPC;

b) le formulaire de renseignements personnels a été transmis à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières:

i) soit par un émetteur pour le compte de la personne physique le [insérer la date d'entrée en vigueur des modifications] ou après cette date;

ii) soit par l'OPC pour le compte de la personne physique après le 16 mars 2008, mais avant le [insérer la date d'entrée en vigueur des modifications] sous la forme prévue à l'Annexe A de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus* dans la version qui était en vigueur au cours de cette période;

c) les renseignements concernant la personne physique fournis en réponse aux questions suivantes, selon le cas, restent exacts à la date de l'attestation prévue à l'alinéa d:

i) les questions 6 à 10 du formulaire de renseignements personnels visé au sous-alinéa i de l'alinéa b;

ii) les parties B et C de la question 4 et les questions 6 à 9 du formulaire de renseignements personnels visé au sous-alinéa ii de l'alinéa b;

d) l'OPC transmet à l'agent responsable ou, au Québec, à l'autorité en valeurs mobilières, au moment du dépôt du projet de prospectus simplifié, du projet de notice annuelle et du projet d'aperçu du fonds pour chaque catégorie ou série de titres de l'OPC, une attestation de l'OPC établie conformément à l'Appendice 4 de l'Annexe A de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus* et indiquant que la personne physique lui a fourni la confirmation nécessaire pour satisfaire à l'alinéa c;

e) l'attestation visée à l'alinéa d ne remonte pas à plus de 30 jours avant le dépôt du prospectus simplifié provisoire, de la notice annuelle provisoire et de l'aperçu du fonds provisoire pour chaque catégorie ou série de titres de l'OPC.»;

5° par l'insertion, après le sous-alinéa i de l'alinéa a du paragraphe 3, de la suivante:

«i.1) un exemplaire des documents suivants et de leurs modifications qui n'ont pas été déposés:

A) les règlements ou autres textes correspondants actuellement en vigueur;

B) toute convention entre porteurs ou convention fiduciaire de vote à laquelle l'OPC a accès et qui peut raisonnablement être considérée comme

importante pour un investisseur dans les titres de l'OPC;».

3. L'article 3.1 de cette règle est modifié par l'insertion, après le paragraphe 1.1, des suivants:

«1.2) si l'OPC n'a pas encore déposé d'états financiers annuels comparatifs, les derniers états financiers intermédiaires que l'OPC a déposés avant ou après la date du prospectus simplifié;

«1.3) si l'OPC n'a pas encore déposé d'états financiers intermédiaires ni d'états financiers annuels comparatifs, le bilan vérifié déposé avec le prospectus simplifié;

«1.4) si l'OPC n'a pas encore déposé de rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds, le dernier rapport intermédiaire de la direction sur le rendement du fonds déposé avant ou après la date du prospectus simplifié.».

4. Le Formulaire 81-101F2 de cette règle est modifié:

1° par le remplacement, dans le texte anglais du paragraphe 3 de la rubrique 1.1, du mot «distributed» par le mot «sold»;

2° par le remplacement, dans le texte anglais du paragraphe 3 de la rubrique 1.2, du mot «distributed» par le mot «sold»;

3° dans la rubrique 10.2:

a) par le remplacement, dans le paragraphe 2, du mot «dirigeants» par les mots «membres de la haute direction»;

b) par le remplacement, dans les paragraphes 3 et 4, du mot «dirigeant» par les mots «membre de la haute direction»;

4° dans la rubrique 10.6:

a) par le remplacement, dans l'intitulé, du mot «**dirigeants**» par les mots «**membres de la haute direction**»;

b) par le remplacement, dans le paragraphe 1, du mot «dirigeants» par les mots «membres de la haute direction»;

c) par le remplacement, partout où il se trouve dans le paragraphe 4, du mot «dirigeant» par les mots «membre de la haute direction»;

d) par le remplacement, dans le paragraphe 5, du mot «dirigeant» par les mots «membre de la haute direction»;

5° par le remplacement de l'alinéa *f* du paragraphe 1 de la rubrique 16 par le suivant:

«*f*) tout autre contrat ou convention important pour l'OPC.»;

6° par le remplacement du paragraphe 1 de la rubrique 22 par le suivant:

«1) Inclure une attestation du placeur principal de l'OPC en la forme suivante:

«La présente notice annuelle, avec le prospectus simplifié et les documents intégrés par renvoi dans le prospectus simplifié, révèlent de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif aux titres faisant l'objet du placement au moyen du prospectus simplifié conformément à la législation en valeurs mobilières de [insérer les territoires dans lesquels le placement est admissible] et ne contiennent aucune information fausse ou trompeuse.»«.

5. La présente règle entre en vigueur le (*indiquer la date d'entrée en vigueur de la présente règle*).

**PROJET DE MODIFICATION MODIFIANT LA NORME CANADIENNE 52-107
SUR LES *PRINCIPES COMPTABLES ET NORMES D'AUDIT ACCEPTABLES***

1. L'article 1.1 de la Norme canadienne 52-107 sur les *principes comptables et normes d'audit acceptables* est modifié:

1° par l'insertion, après la définition de l'expression «états financiers», de la suivante:

«états financiers d'entité absorbée»: les états financiers visés à l'alinéa *a* du paragraphe 1 de la rubrique 32.1 de l'Annexe 41-101A1 de la Norme canadienne 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus;»;

2° par l'insertion, après la définition de l'expression «états financiers relatifs à une acquisition», de la suivante:

«états financiers relatifs aux activités principales»: les états financiers visés à l'alinéa *b* du paragraphe 1 de la rubrique 32.1 de l'Annexe 41-101A1 de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus*;».

2. L'article 2.1 de cette règle est modifié par le remplacement, dans l'alinéa *d* du paragraphe 2, des mots «au compte de résultat opérationnel» par les mots «aux états financiers relatifs à une acquisition, aux états financiers d'entité absorbée ou aux états financiers relatifs aux activités principales qui sont un compte de résultat opérationnel».

3. L'article 3.11 de cette règle est modifié:

1° dans le paragraphe 5:

a) par le remplacement, dans ce qui précède l'alinéa *a*, de «Malgré les paragraphes 1, 2 et 4» par «Malgré les paragraphes 1 et 2»;

b) dans l'alinéa *a*:

i) par le remplacement, dans le sous-alinéa *i*, des mots «les produits des activités ordinaires bruts» par les mots «le chiffre d'affaires brut»;

ii) par le remplacement, dans le sous-alinéa *ii*, des mots «les charges liées aux redevances» par les mots «les redevances»;

2° par la suppression du paragraphe 6.

4. L'article 3.12 de cette règle est modifié par le remplacement, dans l'alinéa *e* du paragraphe 2, de «le paragraphe 5 ou 6» par «le paragraphe 5».

5. Cette règle est modifiée par l'insertion, après l'article 3.16, des suivants:

«3.17. Principes comptables acceptables pour les états financiers d'entité absorbée ou les états financiers relatifs aux activités principales qui sont un compte de résultat opérationnel

Si les états financiers d'entité absorbée ou les états financiers relatifs aux activités principales sont un compte de résultat opérationnel relatif à un terrain pétrolifère ou gazéifère, les obligations suivantes s'appliquent:

a) le compte de résultat opérationnel doit comporter au moins les postes suivants:

i) le chiffre d'affaires brut;

ii) les redevances;

iii) les coûts de production;

iv) le résultat opérationnel;

b) les postes du compte de résultat opérationnel sont établis selon des méthodes comptables qui réunissent les conditions suivantes:

i) elles sont permises par l'un des référentiels comptables suivants:

A) les PCGR canadiens applicables aux entreprises ayant une obligation d'information du public;

B) les PCGR américains, si l'émetteur est un émetteur inscrit auprès de la SEC ou un émetteur étranger inscrit auprès de la SEC;

C) les IFRS, si l'émetteur est un émetteur étranger;

ii) elles s'appliqueraient à ces postes si ceux-ci étaient présentés comme une partie d'un jeu complet d'états financiers;

c) le compte de résultat opérationnel remplit les conditions suivantes:

i) il comporte la mention suivante:

«Le présent compte de résultat opérationnel est établi conformément au référentiel d'information financière indiqué pour un tel compte à l'article 3.17 de la Norme canadienne 52-107 sur les *principes comptables et normes d'audit acceptables*.»;

ii) il décrit les méthodes comptables appliquées pour l'établissement du compte de résultat opérationnel.

«3.18. Normes d'audit acceptables pour les états financiers d'entité absorbée ou les états financiers relatifs aux activités principales qui sont un compte de résultat opérationnel

1) Les états financiers d'entité absorbée ou les états financiers relatifs aux activités principales qui sont un compte de résultat opérationnel relatif à un terrain pétrolier ou gazéifier dont l'audit est prévu par la législation en valeurs mobilières sont accompagnés d'un rapport d'audit et audités conformément à l'un des référentiels suivantes:

a) les NAGR canadiennes;

b) les NAGR américaines du PCAOB, si l'émetteur est un émetteur inscrit auprès de la SEC ou un émetteur étranger inscrit auprès de la SEC;

c) les Normes internationales d'audit, si l'émetteur est un émetteur étranger.

2) Le rapport d'audit satisfait aux conditions suivantes:

a) si l'alinéa a ou c du paragraphe 1 s'applique, il exprime une opinion non modifiée;

b) si l'alinéa b du paragraphe 1 s'applique, il exprime une opinion sans réserve;

c) il indique toutes les périodes comptables présentées auxquelles il s'applique;

d) il indique les normes d'audit appliquées pour l'exécution de l'audit;

e) il indique le référentiel d'information financière appliqué pour l'établissement du compte de résultat opérationnel.».

6. La présente règle entre en vigueur le (*indiquer la date d'entrée en vigueur de la présente règle*).

MODIFICATION DE L'INSTRUCTION COMPLÉMENTAIRE RELATIVE À LA NORME CANADIENNE 52-107 SUR LES *PRINCIPES COMPTABLES ET NORMES D'AUDIT ACCEPTABLES*

1. L'article 2.14 de l'Instruction complémentaire relative à la Norme canadienne 52-107 sur les *principes comptables et normes d'audit acceptables* est modifié par la suppression de ce qui suit:

«Dans le cas où les états financiers relatifs à une acquisition sont des états financiers détachés établis selon les PCGR pour les entreprises à capital fermé, ainsi qu'il est prévu à l'article 2.18 de la présente instruction complémentaire, le sous-alinéa *iii* de l'alinéa *d* du paragraphe 6 de l'article 3.11 exige à l'égard des émetteurs non émergents une information sur le rapprochement similaire à celle qui est prévue au sous-alinéa *iv* de l'alinéa *f* du paragraphe 1 de l'article 3.11. Les indications données ci-dessus au sujet du sous-alinéa *iv* de l'alinéa *f* du paragraphe 1 de l'article 3.11 s'appliquent également au sous-alinéa *iii* de l'alinéa *d* du paragraphe 6 de l'article 3.11.».

2. Les articles 2.17 et 2.18 de l'instruction complémentaire sont remplacés par les suivants:

«2.17. États financiers relatifs à une acquisition, états financiers d'entreprise absorbée ou états financiers relatifs aux activités principales qui sont un compte de résultat opérationnel

Dans le cas d'états financiers relatifs à une acquisition qui sont un compte de résultat opérationnel, le paragraphe 5 de l'article 3.11 exige que les postes du compte soient établis selon des méthodes comptables conformes à celles permises par les PCGR canadiens applicables aux entreprises ayant une obligation d'information du public, les IFRS, les PCGR américains ou les PCGR canadiens applicables aux entreprises à capital fermé. Dans le cas d'états financiers d'entreprise absorbée ou d'états financiers relatifs aux activités principales qui sont un compte de résultat opérationnel, l'article 3.17 prévoit que les postes du compte sont établis selon des méthodes comptables conformes à celles permises par les PCGR canadiens applicables aux entreprises ayant une obligation d'information du public, les PCGR américains, si l'émetteur est un émetteur inscrit auprès de la SEC ou un émetteur étranger inscrit auprès de la SEC, ou bien les IFRS, si l'émetteur est un émetteur étranger. Aux fins d'établissement d'un compte de résultat opérationnel, les exceptions et les exemptions prévues dans les annexes de l'IFRS 1 seraient pertinentes pour établir l'état de la situation financière d'ouverture à la date de transition aux IFRS.».

«2.18. États financiers relatifs à une acquisition, états financiers d'entreprise absorbée ou états financiers relatifs aux activités principales qui sont des états financiers détachés

Les états financiers relatifs à une acquisition, les états financiers d'entreprise absorbée ou les états financiers relatifs aux activités principales peuvent reposer sur l'information provenant des documents financiers d'une autre entité dont les activités comprenaient l'entreprise acquise ou à acquérir, l'entité absorbée ou les activités principales. Dans certains cas, il n'existe pas de documents financiers individuels pour l'entreprise. Ces états financiers, qui sont communément appelés des états financiers «détachés», devraient généralement comprendre ce qui suit:

- a) tous les éléments d'actif et de passif directement attribuables à l'entreprise;
- b) tous les produits et toutes les charges directement attribuables à l'entreprise;
- c) si des charges de l'entreprise sont des charges communes avec l'autre entité, la part de ces charges attribuée sur une base raisonnable à l'entreprise;
- d) l'impôt sur le résultat et sur le capital calculé comme si l'entreprise avait été une entité juridique distincte et avait déposé une déclaration de revenus distincte à l'égard de la période présentée;
- e) une description de la méthode de répartition de chaque poste significatif présenté.».

3. L'article 3.5 de l'instruction complémentaire est remplacé par le suivant:

«3.5. Indication du référentiel d'information financière appliqué pour l'établissement du compte de résultat opérationnel

Selon l'alinéa *e* du paragraphe 2 des articles 3.12 et 3.18, le rapport d'audit doit indiquer le référentiel d'information financière appliqué pour l'établissement du compte de résultat opérationnel prévu au paragraphe 5 de l'article 3.11 et à l'article 3.17. Pour satisfaire à cette disposition, le rapport d'audit peut mentionner l'obligation de la règle et renvoyer le lecteur à la note du compte de résultat opérationnel qui décrit le référentiel d'information financière.».

**PROJET DE MODIFICATION MODIFIANT LA NORME CANADIENNE 51-102
SUR LES *OBLIGATIONS D'INFORMATION CONTINUE***

1. L'article 1.1 de la Norme canadienne 51-102 sur les *obligations d'information continue* est modifié par l'insertion, après l'alinéa *a* de la définition de l'expression «membre de la haute direction», du suivant:

«*a.1)* le chef de la direction ou le chef des finances;».

2. L'article 8.10 de cette règle est modifié par le remplacement de l'alinéa *b* du paragraphe 1 par le suivant:

«*b)* elle ne vise pas les titres d'un autre émetteur, à moins que le vendeur ait cédé l'entreprise visée à l'alinéa *a* à cet autre émetteur qui remplit les conditions suivantes:

i) il a été créé dans le seul but de permettre l'acquisition;

ii) hormis les actifs ou les activités de l'entreprise cédée, il n'a:

A) ni actifs substantiels;

B) ni historique d'exploitation.».

3. La présente règle entre en vigueur le (*indiquer la date d'entrée en vigueur de la présente règle*).

**PROJET DE MODIFICATION MODIFIANT LA NORME CANADIENNE 13-101
SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE DE DONNÉES, D'ANALYSE ET DE
RECHERCHE (SEDAR)**

1. L'Annexe A de la Norme canadienne 13-101 sur le *Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR)* est modifiée, dans la section A de la partie II:

1° dans le paragraphe (a):

a) par la suppression des alinéas 1 à 3;

b) par la suppression, dans les alinéas 4 et 5, de «– Régime du prospectus simplifié»;

c) par la suppression de l'alinéa 6;

d) par l'insertion, après l'alinéa 6, des suivants:

«6.1. Prospectus simplifié de base – Régime de fixation du prix
après le visa

«6.2. Prospectus ordinaire de base – Régime de fixation du prix
après le visa»;

e) par l'insertion, dans les alinéas 7 et 8 et après le mot «préalable», des mots «de base»;

f) par le remplacement, dans le texte anglais, de l'alinéa 9 par le suivant:

«9. Shelf Prospectus Supplement»;

g) par l'addition, après l'alinéa 16, du suivant:

«16.1. Prospectus simplifié avec supplément – Régime de
fixation du prix après le visa»;

2° par la suppression des paragraphes (b) et (d).

2. La présente règle entre en vigueur le (*indiquer la date d'entrée en vigueur de la présente règle*).